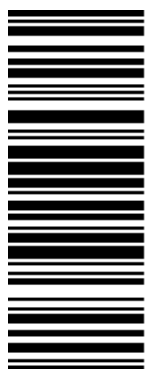


Échelle mobile des salaires !



2273-8762



- Pour la vaccination mondiale et gratuite p. 3
Défendre l'école publique contre Macron et Blanquer p. 6
La Poste et l'État français, les nouveaux esclavagistes p. 7
Zemmour, symptôme du pourrissement capitaliste p. 9
Faut-il un candidat unique de « la gauche » ? p. 13
Mélenchon, candidat réformiste et chauvin p. 17
Poutou, candidat de l'écolo-réformisme p. 20
Manche et Biélorussie : les migrants victimes des États p. 23
Kazakhstan : la révolte des travailleurs p. 25
ABC du marxisme : réformisme p. 28

Indexation des salaires sur les prix !

Les hôpitaux publics sont ravagés par la combinaison des attaques de tous les gouvernements récents et de la pandémie de covid. L'enseignement public souffre des politiques d'austérité. Des usines de sous-traitants de l'industrie automobile ferment. Des milliers de jeunes sont marginalisés, précarisés. Une partie des travailleurs est discriminée dans le bâtiment, l'agriculture, le nettoyage, la restauration, la confection... par leur statut illégal (les étrangers « sans papier »). Les réfugiés et les travailleurs qui veulent se rendre en Grande-Bretagne sont traités comme des délinquants.

De plus, sur un an, de janvier 2021 à janvier 2022, les prix à la consommation ont augmenté en France de 2,9 % (Insee, 1 février). Les prix de l'alimentation ont monté de 1,5 %, ceux de l'énergie de 19,7 %. L'augmentation du prix de l'électricité, du gaz et des carburants affecte particulièrement les ménages pauvres, les habitants des petites villes et des zones rurales.

Avant ce regain d'inflation, les 1 % les plus riches ont vu leur niveau de vie progresser de 2,8 % (+3 500 euros par an) durant le quinquennat ; la hausse culmine même à 4,1 % pour les 0,1 % d'ultrariches (Institut des politiques publiques, 16 novembre). Par contre, de 2017 à 2022, les 5 % de ménages les plus modestes, ceux qui vivent avec moins de 800 euros par mois, ont perdu jusqu'à 0,5 % de pouvoir d'achat.

Le gouvernement Macron-Castex réduit les droits des chômeurs. Il fait travailler plus longtemps les travailleurs des collectivités territoriales. Il refuse d'augmenter le smic au-delà des obligations de la loi. Il refuse d'augmenter les salaires des travailleurs de la fonction publique, gelés de 2010 à 2016 et de 2018 à aujourd'hui (le niveau de vie des policiers et des militaires est par contre augmenté). Il refuse de baisser les impôts (TVA, TICPE...) sur le carburant et l'alimentation. Le président ne cache pas qu'il veut diminuer à nouveau le droit à la retraite et augmenter le temps de travail s'il est réélu.

Dans cette situation, les travailleurs de la santé et de l'éducation font face à des conditions de travail difficiles, les ouvriers des fonderies essaient désespérément d'échapper aux licenciements collectifs, des étudiants et des travailleurs paupérisés sont obligés de recourir à des organismes de charité, des travailleurs étrangers tentent d'arracher collectivement des titres de séjour, des travailleurs du commerce essaient d'obtenir des hausses de salaire...

Mais les grands partis issus de la classe ouvrière (LFI, PS, PCF) sont surtout occupés à faire croire que la situation des exploités et des opprimés changera s'ils votent (du moins ceux qui en ont le droit) pour leur candidate ou candidat à l'élection présidentielle.

Mais les directions syndicales (CFDT, CGT, FO, FSU, SUD, UNSA...) continuent à négocier les attaques du gou-

vernement et soit restent passives, soit décrètent des « journées d'action » catégorielles : 10 janvier pour les accompagnants d'élèves en situation de handicap, 11 janvier dans la santé, 13 (très suivie) et 20 janvier (moins) dans l'enseignement, 1 février à Pôle emploi, S'y ajoute la convocation du 27 janvier d'une journée pour des « augmentations de salaires ».

L'exutoire des journées d'action et les concertations des chefs syndicaux avec l'État bourgeois sont couverts par les partis « réformistes » mais aussi par LO, le NPA, le CCR-RP, le POID, le POI, l'UCL, etc.

Le 27 janvier, une journée de grèves et de manifestations est organisée à l'appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires, pour l'augmentation des salaires. Cette journée ne suffira pas, bien sûr, car pour imposer des concessions aux capitalistes, il faudra des luttes puissantes et massives. Mais elle peut être un premier pas. (LO, 17 janvier)

La journée de grève interprofessionnelle du jeudi 27 janvier peut constituer une nouvelle étape dans la construction d'un mouvement d'ensemble qui pourrait changer la donne, à commencer par le visage de cette triste campagne présidentielle. (NPA, 18 janvier)

Dans les syndicats, lors des assemblées générales, dans les réunions des partis politiques d'origine ouvrière, il faut s'organiser pour mettre en cause les « journées d'actions » qui ont fait la preuve de leur inefficacité et exiger la rupture des « concertations » sur les attaques contre les travailleurs. Il faut réaliser le front unique et préparer la grève générale pour :

- Augmentation des salaires ! Échelle mobile des salaires, des pensions, des bourses, de toutes les prestations sociales !
- Interdiction des licenciements collectifs ! Embauche de titulaires dans les hôpitaux publics et l'enseignement public ! Baisse du temps de travail !
- Annulation des mesures contre les chômeurs, contre le droit du travail, contre les retraités !
- Suppression des impôts sur la consommation populaire ! Suppression des cotisations sociales des salariés ! Suppression de la CSG sur les salaires et les pensions !
- Des papiers pour les travailleurs et les étudiants étrangers ! Mêmes droits pour tous les travailleurs !
- Expropriation des réseaux de cliniques privées, des groupes pharmaceutiques, des réseaux de maisons de retraite privées, des réseaux de laboratoires d'analyses médicales !

2 février 2022

Pour la vaccination mondiale et gratuite

Des records inquiétants chaque jour

Le nouveau variant du covid, Omicron, se propage dans le monde à une vitesse folle, entraînant de nouvelles contaminations qui s'accroissent brutalement. L'apparition de ce nouveau variant est évidemment liée au défaut de vaccination au plan mondial, avec des populations des pays dominés encore très peu protégées, conséquence de l'impérialisme et de l'organisation capitaliste. Selon l'Organisation mondiale de la santé :

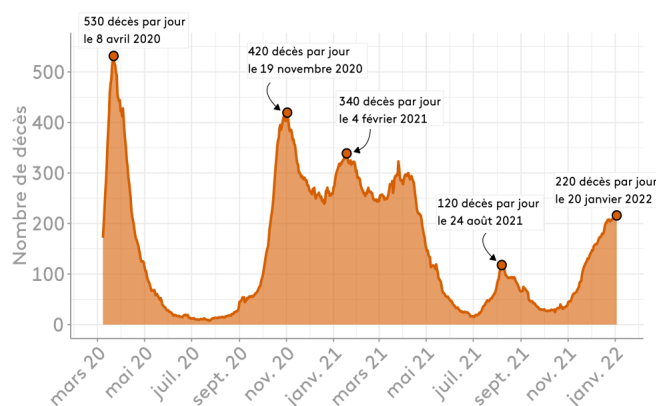
Plus Omicron se répand, plus il se transmet, et plus il se réplique, plus il est susceptible de générer un nouveau variant. Actuellement, Omicron est mortel, il peut causer la mort... Peut-être un peu moins que Delta, mais qui peut dire ce que le prochain variant pourrait générer ? Nous sommes dans une phase très dangereuse, les taux de contamination augmentent de manière très significative en Europe occidentale et l'impact réel de cela n'est pas encore clair. Lorsque le nombre de cas augmente de manière aussi significative, il est probable qu'un nombre beaucoup plus important de personnes atteintes de maladies graves se retrouvent à l'hôpital, voire meurent. (Catherine Smallwood, AFP, 4 janvier)

En France, plus de 360 000 nouveaux cas de contaminations ont été recensés dans la journée du 12 janvier. 16,77 % des tests réalisés sont positifs sur les 7 jours précédents. Le taux d'incidence des contaminations explose, il est de plus de 2 800 cas pour 100 000 habitants. En effet, le variant Omicron, beaucoup plus contagieux, supprime le variant Delta. Bien que moins pathogène, il entraîne pourtant de graves conséquences sur la population comme sur les services hospitaliers. Il y avait le 12 janvier 23 889 personnes hospitalisées pour cause de covid, dont 3 985 en réanimation. 362 personnes en sont mortes ce jour-là. 95 % environ des entrées en soins critiques pour covid concernent des personnes non vaccinées.

Pour les hôpitaux publics, car le privé ne contribue qu'à la marge, la charge est très lourde. Outre que les effectifs sont insuffisants et les travailleurs de la santé eux-mêmes touchés par l'épidémie, le taux d'occupation des services de réanimation était de 78,79 % au 12 janvier, mais cette moyenne recouvre nombre de situations où les services de réanimation sont saturés : Martinique : 150,0 %, Mayotte : 150 %, Réunion : 113,5, Provence-Alpes-Côte d'Azur : 114,8 %. Les opérations considérées comme non-urgentes sont déprogrammées, avec des conséquences inévitables sur la dégradation de l'état de santé des patients écartés. Par exemple, au CHRU de Nancy, au 7 janvier, les 2/3 des services de réanimation sont occupés par des malades du covid, ne laissant plus qu'un tiers aux autres pathologies.

Evolution des décès du Covid-19 en France

Nombre de décès quotidien à l'hôpital, en moyenne glissante



Le 12 janvier, plus de 52 millions de personnes disposaient d'un schéma vaccinal à jour, soit 2 ou 3 doses selon les dates de vaccination, correspondant à 91,3 % de la population majeure, mais avec des disparités. Ainsi, en Seine-Saint-Denis, seuls 26,1 % de la population avaient reçu 3 doses de vaccins le 6 janvier, contre 46,5 % à Paris. Le 11 janvier, seuls 47,17 % de la population majeure de Guadeloupe avaient reçu au moins une dose de vaccin.

Macron, Castex et Véra manoeuvrent cyniquement

Comme face aux vagues de contamination précédentes, Macron et son gouvernement ont une nouvelle fois fait preuve de leur incapacité à prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder la santé de la population, en misant avant tout sur la continuité de la vie économique, c'est-à-dire au bout du compte sur le maintien de l'exploitation capitaliste. Macron l'a réaffirmé dans ses vœux du 31 décembre, il s'agit de « *tout faire pour préserver l'activité du pays* » et « *d'éviter de prendre des restrictions qui pèsent sur notre liberté* ». C'est pourquoi les mesures qui ont été prises concernant les établissements scolaires, la réduction de la durée des isolements en cas de contamination ou de cas contact, etc. vont dans le sens de la liberté des patrons à disposer de leurs salariés beaucoup plus que dans le sens d'une meilleure protection sanitaire.

Une directrice de recherches à l'Inserm et membre de l'Académie des sciences commente ainsi les mesures annoncées lundi 27 décembre pour endiguer la nouvelle vague épidémique de covid.

Au fond, j'ai la sensation que ce qui a déterminé les choix annoncés, c'est qu'on espère encore qu'Omicron va être « cool », qu'il s'agira d'une vague éphémère avec des cas peu sévères. Mais ce ne sont pas

les signaux qui nous parviennent. A Londres, qui est très touchée par ce nouveau variant, les hospitalisations repartent à la hausse... La politique de gestion du Covid au niveau des écoles est nulle, il n'y a aucune annonce concrète. Ce que demandaient ces professionnels, c'était de laisser les établissements fermés début janvier pour se donner le temps de mettre en place les équipements nécessaires (aération des locaux, masques FFP2 pour les enseignants...), et aussi pour définir clairement les critères des quatre niveaux du protocole sanitaire. Jusqu'ici, ce travail n'a jamais été fait et les règles changent en permanence... Je pense qu'il aurait fallu intervenir quand Omicron a commencé à apparaître en Europe. Le 15 décembre, Olivier Véran déclarait que la circulation de ce variant était maîtrisée en France, mais il était évident qu'il allait se répandre. On aurait pu freiner sa propagation en commençant à agir à ce moment par précaution. Au contraire, on a joué à la roulette russe en espérant le meilleur, mais ce n'est pas comme cela qu'on fait une politique de santé publique. (Dominique Costagliola, Le Monde, 28 décembre)

Mais Macron ne s'en tient pas là ! Il refuse toujours de déclarer la vaccination contre le covid obligatoire pour tous, alors qu'elle l'est déjà en France pour 11 vaccins depuis 2018, ce qui serait une mesure simple, à caractère universel, à l'inverse de l'obligation vaccinale qu'il n'a réservée qu'à certaines professions, dans la plus grande incohérence. En revanche, il transforme le passe sanitaire qu'il a mis en place en aout 2021 en passe vac-

cinal car, déclare-t-il le 4 janvier au *Parisien* : « Et bien là, les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder ».

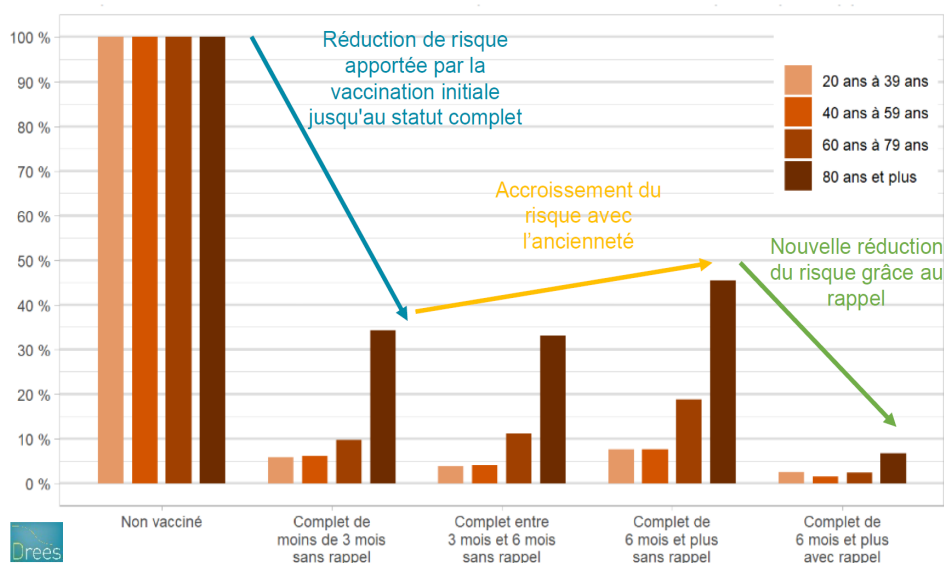
La manoeuvre politicienne est aussi grossière dans le fond que dans la forme. Macron a poursuivi sans désespérer la politique de suppressions des lits et des services dans les hôpitaux publics, la suppression des postes. S'appuyant sur la participation des directions syndicales au « Ségur de la santé », mis en place pour enrayer la mobilisation des travailleurs hospitaliers, il ne leur a accordé que l'aumône.

Dans ces conditions, la situation n'a fait qu'empirer, les travailleurs des hôpitaux sont épuisés par les charges de travail, les salaires misérables et nombre de soignants quittent ou cherchent à quitter l'hôpital public. C'est donc à peu de frais que Macron se présente comme leur défenseur quand ceux-ci constatent, à juste titre, que ce sont les non-vaccinés qui entraînent la saturation des services de soins critiques.

L'ambiguïté de plusieurs organisations d'origine ouvrière laisse le terrain aux fascistes

Inévitablement, une fois la provocation relancée, les antivaccins de tous poils se précipitent à nouveau dans les cortèges, comme cela était prévu, pour crier leur amour de « la liberté » (de contaminer), colporter les ragots les plus stupides contre les vaccins, au plus grand profit de l'organisation fascisante de Philippot (LP) ainsi que des groupes fascistes (AF, ER...) qui trouvent là une audience élargie. Ce d'autant que l'amalgame et la confusion sont entretenus entre l'opposition au passe vaccinal et l'opposition à la vaccination.

Graphique 2A : Risques d'entrée en soins critiques selon l'âge et le statut vaccinal, par rapport au non-vaccinés



Drees, Communiqué de presse, 21 janvier. Le graphique illustre la probabilité d'entrée en réanimation des vaccinés rapportés à ceux qui ne sont pas vaccinés. Même pour les plus de 80 ans qui n'ont pas bénéficié d'une 3^e injection, le risque est diminué de plus 50 %.

Samedi 8 janvier, 100 000 obscurantistes et complotistes ont défilé nationalement, selon le ministère de l'intérieur, toujours sous les drapeaux tricolores, parfois ceux des nationalistes régionaux. À Paris, le cortège était dirigé par LP, accompagné par un secrétaire national du syndicat France Police. En Italie, sous l'impulsion du groupe fasciste Forza Nuova, des manifestants antivaccins ont attaqué le 9 octobre à Rome le siège de la plus importante confédération syndicale, la CGIL. En Autriche, le parti fascisant FPÖ a organisé les manifestations du 9 janvier.

L'ambiguïté des bureaucrates syndicaux CGT et SUD, des candidats Mélenchon (LFI), Poutou

(NPA), Arthaud (LO) et Kazib (CCR-RP) qui, tout en se déclarant favorables à la vaccination, continuent de prétendre qu'il s'agit d'un choix individuel ou bien qui opposent les revendications légitimes des soignants pour mettre fin à la dégradation de l'hôpital public à l'exigence de la vaccination universelle, comme si les deux n'allaient pas évidemment de pair, fait le jeu de cette mobilisation dont le centre de gravité politique est constitué par les organisations fascistes et fascisantes.

Pourquoi LO évite-t-elle de se prononcer pour la vaccination de toute la population, en se contentant d'écrire :

Face à la cinquième vague, le gouvernement impose le passe vaccinal. Ce nouveau tour de vis stigmatise un peu plus les non vaccinés. (Lutte ouvrière, 27 décembre 2021)

Pourquoi le NPA déclare-t-il :

Nous défendons certes la liberté individuelle de dire non à la vaccination. (L'Anticapitaliste, 1^{er} septembre 2021)

Pourquoi Mélenchon, l'ex-amateur de chloroquine, ne trouve-t-il rien à redire le 17 décembre à un piquet de grève, en réalité très minoritaire, devant l'hôpital de Pointe-à-Pitre qui arbore une banderole « *ni une, ni deux, ni trois : zéro dose !* » ?

Que la population de la Guadeloupe et de la Martinique qui a subi le scandale de l'utilisation prolongée du pesticide chlordécone avec la couverture des autorités se méfie dès lors des annonces sanitaires gouvernementales est une chose. Que les organisations ouvrières qui parlent au nom des travailleurs invoquent cette méfiance pour considérer que tout se discute, voire soutenir les antivaccins (dont la CGTG, Combat ouvrier...), en est une autre. Au contraire, elles devraient expliquer que dans le cas du chlordécone, les groupes capitalistes de la chimie et de l'agroalimentaire ont choisi délibérément, avec l'aval de l'État bourgeois français, de continuer à empoisonner les travailleurs des bananeraies et la population pour conserver leurs profits.

Dans le cas du covid, le capitalisme est responsable, non pas d'empoisonner les gens, mais de les priver de soins, et donc de la mort de millions de personnes parce que les vaccins ne sont pas accessibles aux pays pauvres et dominés, parce que c'est la loi des profits des groupes pharmaceutiques, de la protection des brevets, de la lutte entre les différents impérialismes. Voilà la seule orientation qui reste du côté de la classe ouvrière, qui la dégage des pressions obscurantistes, réactionnaires et complotistes, qui établit le lien avec la situation quotidienne des travailleurs de la santé qui affrontent la pandémie et leur souhait totalement justifié de voir l'ensemble de la population vaccinée.

Propriété privée ou santé

Plus le niveau d'instruction et le niveau de vie sont élevés, meilleur est le taux de vaccination. C'est une raison supplémentaire pour que toutes les organisations ouvrières s'engagent résolument pour la vaccination universelle au lieu de ménager la chèvre et le chou, laissant ainsi à Macron l'espace pour manoeuvrer et permettant à la réaction de rassembler des troupes sur le terrain des antivaccins.

Il faut être clair. La vaccination a toujours été défendue par le prolétariat révolutionnaire. À quelques jours de son écrasement un arrondissement de la Commune de Paris organisa en 1871 une campagne de vaccination contre la variole, seul vaccin connu à l'époque, 50 ans plus tard le régime des soviets la rendait obligatoire.

Un décret sur la vaccination obligatoire fut promulgué et confirmé par le conseil des commissaires du peuple le 10 avril 1919, comblant ainsi une lacune capitale de notre législation sanitaire. (Nikolaï Semachko, « La conservation de la santé dans la Russie des soviets », Bulletin communiste, octobre 1920)

Il faut être clair. La responsabilité des syndicats et des partis qui briguent les voix des travailleurs est de mener une campagne résolue, immédiate, pour la vaccination des non-vaccinés, pour la vaccination universelle, pour que la vaccination contre le covid soit obligatoire au même titre que celles contre la rougeole ou la poliomyélite.

Contre la pandémie mondiale, la solution a des aspects nationaux, mais ne peut être qu'internationale :

Vaccination gratuite et universelle, fin des brevets sur les vaccins et les traitements, collaboration internationale pour la recherche et la production des vaccins et des traitements curatifs du covid et d'autres maladies épidémiques !

Recrutement de travailleurs dans la santé publique, augmentation des salaires, paiement décent des médecins internes et des élèves infirmiers, diminution du temps de travail, titularisation des précaires !

Expropriation, sous contrôle des travailleurs, des grandes firmes capitalistes du médicament, des équipements médicaux, des laboratoires d'analyse, des cliniques et des maisons de retraite privées !

Gouvernement des travailleurs, États-Unis socialistes d'Europe, fédération socialiste mondiale !

13 janvier 2022

Défendre l'école publique contre Macron & Blanquer



Dans la fonction publique, la perte de pouvoir d'achat est estimée par l'intersyndicale à « 6 % depuis 2017 ». En réalité, elle est bien plus considérable car le point d'indice a été gelé de 2010 à 2016, puis après une très minime revalorisation sur 2016 et 2017 bien loin de compenser les pertes, il a été de nouveau gelé sans discontinuer de 2017 à aujourd'hui. Cela se traduit par un écart grandissant avec les salaires versés par les entreprises et des salaires d'enseignants avec ceux de leurs collègues européens.

En instaurant la sélection post-bac via Parcoursup, en limitant le nombre de postes d'enseignants-chercheurs tout en criant à « l'islamo-gauchisme » et au « wokisme », Vidal et Blanquer complètent le budget 2022 de l'enseignement supérieur et de la recherche qui entérine une baisse du financement annuel par étudiant de l'ordre de 10 % sur les 10 dernières années.

Au lycée, le bac « Blanquer » diminue les heures d'enseignement et donc justifie l'absence de recrutement statutaire tout en écornant le caractère national du bac par le biais du contrôle continu (40 % de la note finale).

Macron a lancé à Marseille le 2 septembre une « expérimentation d'écoles laboratoires » pour permettre le recrutement des équipes par les directeurs. Dès les premières semaines, de nombreuses équipes de Marseille se sont opposées à la mesure de « contractualisation des moyens » et d'instauration d'un supérieur hiérarchique. Mais, à l'échelle nationale, le SNUIPP-FSU et les autres syndicats ne les ont pas aidés. Ils sont restés isolés. Blanquer et Castex, en visite à Marseille le 14 décembre, pouvaient se vanter d'avoir 58 écoles candidates.

La « concertation » acceptée par toutes les directions syndicales au départ, puis mollement abandonnée par la FSU et la CGT, va déboucher sur la liquidation du statut actuel de direction d'école pour en faire une fonction hiérarchique, de « manager ».

Que les dirigeants syndicaux quittent toutes les instances de suivi des réformes, toutes les conférences et réunions d'attaques contre nos conditions de travail et nos statuts ! Voilà le premier pas pour engager le combat pour abroger les lois et les décrets contre les travailleurs de la fonction publique. Manifestation centrale et nationale des enseignants pour la défense de l'école publique, gratuite et obligatoire, la même pour tous et toutes sur tout le territoire !

Le 13 janvier n'est qu'un exutoire. Combinées à la négociation des attaques gouvernementales, les « journées d'action » ont conduit à défaite sur défaite pour les travailleurs et à l'affaiblissement des organisations syndicales. Elles ne servent qu'à dissimuler la capitulation devant l'État bourgeois qui finance plus les organisations syndicales que les syndiqués eux-mêmes. -

La rupture avec le gouvernement et la préparation de la grève générale permettront aux travailleurs de l'enseignement, aux lycéens et aux étudiants de faire reculer le gouvernement Macron-Blanquer-Vidal et d'arracher les revendications. Il est de la responsabilité des fédérations de l'éducation (FSU, CFDT, UNSA, FO, SUD, CGT...) et de leurs syndicats, des syndicats lycéens et étudiants, des fédérations de parents d'élèves de se prononcer pour :

- la vaccination universelle et gratuite, la fourniture de masques pour tous les élèves, les étudiants, et les personnels de l'enseignement, la gratuité des tests ;
- des capteurs de CO₂, des purificateurs d'air ;
- l'égalité des conditions d'enseignement à commencer par l'inscription des étudiants sans fac, la suppression de l'augmentation des droits d'inscription des étudiants étrangers et la régularisation des étudiants sans papiers ;
- la gratuité de l'enseignement, y compris l'université ;
- l'augmentation du budget de l'enseignement public, la fin du financement public des établissements de l'Église catholique ou d'autres religions, l'interdiction des établissements hors contrat ;
- le respect de la liberté pédagogique, la fin de la chasse aux sorcières à l'université, l'interdiction de tout endoctrinement religieux au sein du système d'enseignement ;
- l'ajustement des salaires des travailleurs de l'enseignement public au niveau européen et leur indexation sur l'inflation ;
- la rupture de toute négociation des plans gouvernementaux contre l'enseignement public et les statuts.

11 janvier 2022

La Poste et l'État français, les nouveaux esclavagistes

Le 15 novembre, 70 travailleurs sans-papier de DPD, une filiale du groupe La Poste ont entamé une grève à Coudray-Montceaux dans l'Essonne.

Sur les 400 personnes travaillant sur le site, 180 sont sans-papier. La situation précaire de ces derniers permet à l'employeur d'imposer des conditions de travail pourtant illégales, les chargements et déchargements des camions sont chronométrés, les journées font parfois 13 heures, les heures supplémentaires ne sont pas toujours payées, les fins de journées tardives et l'isolement du site forcent les travailleurs à rentrer chez eux en marchant souvent pendant des heures, tout cela sous l'oeil des 495 caméras de surveillance du site.

Certains sont obligés de marcher pendant une heure pour rallier Corbeil-Essonnes, puis prendre deux bus de nuit. (Christian Schwyer, membre du collectif des travailleurs sans-papier de Vitry, AFP, 15 novembre 2021)

Les travailleurs sans-papier sont fournis par le groupe Derichebourg qui les recrute lui-même à sa propre agence d'intérim. La direction de DPD met sciemment les salariés de l'entreprise et les sans-papier intérimaires en concurrence, les colis lourds sont réservés aux seconds. Afin d'éviter tout rapprochement, le patron va jusqu'à séparer physiquement des employés de DPD des intérimaires de Derichebourg.

Une main d'oeuvre corvéable

Les intérimaires sont renouvelés à la semaine, voire à la journée, ce qui rend impossible toute résistance individuelle, l'employeur n'ayant qu'un texto à envoyer pour signifier la fin de la mission. La seule solution s'offrant à eux est la lutte collective et, là encore, non sans risque car une défaite signifie la perte de son emploi. À cela, s'ajoutent des difficultés conjoncturelles car depuis le début de la crise sanitaire, la situation des travailleurs sans titre de séjour s'est dégradée, ceux-ci n'ayant pas eu droit au chômage partiel.

La Poste et les boîtes d'intérim sous-traitent... une main-d'oeuvre qu'elles trouvent facilement et qu'elles peuvent exploiter. (Catherine Fayet, secrétaire du syndicat Solidaires 91, AFP, 15 novembre 2021)

Malgré cela, avec un grand courage, forts de leur importance dans la chaîne de livraison et de leur poids numérique dans l'entreprise, une partie d'entre eux entame une grève afin de mettre un terme aux conditions de travail qu'ils dénoncent et d'obtenir leur régularisation. Le mois de novembre correspond à une hausse de l'activité liée aux fêtes de fin d'année, ce qui a décidé ces travailleurs à faire grève à cette période. Les 70 grévistes ont d'abord tenu 2 piquets de grève, à l'intérieur et à l'extérieur du site, mais la justice bourgeoise saisie par l'entre-



prise les a obligés le 30 novembre à abandonner le piquet intérieur. Depuis, les grévistes se relaient sur le piquet extérieur, passant la nuit dans des tentes malgré le froid. Le Comité de travailleurs sans-papier de Vitry (CTSPV) leur apporte son soutien logistique de même que les sections Solidaires 91 et SUD Poste 91.

Le groupe La Poste récusé son implication, arguant qu'aucun des grévistes n'a été employé par DPD. Ce dernier de son côté reconnaît que certains ont pu travailler sur le site en « présentant de faux papiers » lors de leurs embauches par Derichebourg. C'est le seul moyen de survivre honnêtement quand la loi française interdit de travailler. Cela arrange bien l'employeur qui le sait pertinemment au moment de l'embauche et nie ainsi toute responsabilité, en expliquant avoir été dupé.

Le système de sous-traitance à étages mis en place par La Poste pour embaucher une main-d'oeuvre surexploitée, permet également à l'entreprise de se dédouaner : « *DPD France condamne le recours au travail illégal et les sociétés partenaires avec lesquelles elle travaille régulièrement lui garantissent le respect de l'ensemble de leurs obligations vis-à-vis de la législation* ».

Une mobilisation qui fait des émules

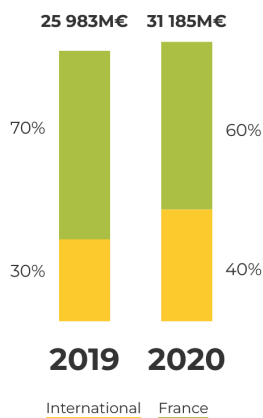
De juin 2019 à janvier 2020 une grève de salariés sans-papier avait déjà touché une filiale de la Poste, Chronopost à Alfortville dans le Val-de-Marne et c'était déjà Derichebourg Intérim qui fournissait la main d'oeuvre sans-papier corvéable. Les grévistes, qui dénonçaient un nouvel esclavage, avaient obtenu la régularisation de 27 d'entre eux [voir *Révolution communiste* n° 38, février 2020]. Le 6 décembre, ils se remettent en grève en dénonçant les mêmes méthodes qu'il y a deux ans et l'enlèvement des dossiers de régularisation administrative. La Poste, soucieuse de ne pas voir s'unifier les fronts face à elle, a fait expulser le piquet de grève par la police deux heures seulement après son installation, en patron qui connaît la loi.

Le 22 octobre 2021, 83 travailleurs sans-papier employés par la société d'intérim RSI cessent aussi le travail, tenant un piquet devant l'agence spécialisée dans le BTP basée à Gennevilliers. Belvedea, la société-mère de RSI, a fini par céder et délivrer les documents CERFA ainsi que les attestations de concordance indispensables

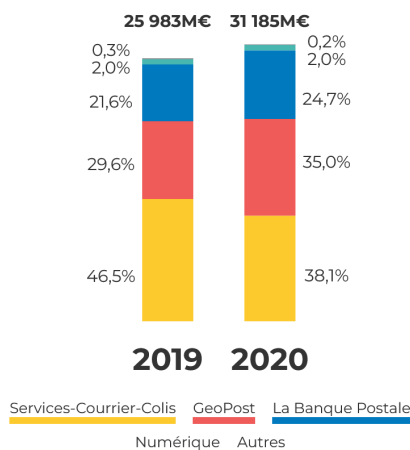
Chiffre d'affaires

Un groupe capitaliste international à capitaux étatiques

Répartition géographique



Répartition par branche



Cet antagonisme est artificiellement maintenu et intensifié par la presse, les orateurs, les caricatures, bref, par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, en dépit de son organisation. C'est le secret grâce auquel la classe capitaliste maintient son pouvoir. Et cette classe en est parfaitement consciente. (Karl Marx, Lettre à Sigfrid Meyer et August Vogt, 9 avril 1870)

Aujourd'hui, en France, le capitalisme et son personnel politique se comportent exactement de la même manière. Valérie Pécresse, candidate LR à l'élection présidentielle, propose dans son programme une « loi constitutionnelle pour instaurer une

immigration choisie avec des quotas par métiers et par pays », le marché aux bestiaux n'est jamais loin. Sans parler de Zemmour qui base toute sa campagne sur le racisme et veut « renvoyer tous les étrangers indésirables », c'est-à-dire indésirables pour la bourgeoisie.

À la Poste, les syndicats doivent proposer aux assemblées générales des sites de bloquer les centres de tri, les plateformes jusqu'à l'intégration des précaires et la satisfaction des revendications.

Toutes les organisations ouvrières, syndicales et politiques, devraient opposer à la surexploitation et à la division un seul front :

- Des titres de séjour pour tous les exilés, travailleurs, lycéens et étudiants étrangers séjournant durablement en France !
- Mêmes droits pour tous les travailleurs !
- Fermeture immédiate de tous les centres de rétention !
- Liberté pour les réfugiés, pour les travailleurs et leurs familles, pour les étudiants de circuler et de s'établir où ils le désirent !

7 janvier 2022

pour entamer des demandes de régularisation. Mais, forts de l'expérience de la grève de Chronopost, ils décident de maintenir leur piquet pour faire pression sur la préfecture cette fois-ci. Les grévistes de Gennevilliers manifestent en commun le 29 décembre avec leurs camarades d'Essonne et d'Alfortville, tous soutenus par le CTSPV.

Le capitalisme, l'immigration et la classe ouvrière

Dans le système français, c'est à l'employeur de fournir les documents nécessaires à la régularisation de ses salariés sans-papier. Or, celui-ci n'a aucun intérêt à le faire ; au contraire, cela lui ôte un moyen de pression pour maximiser l'exploitation de ces salariés tout en s'assurant de leur docilité. La « prise de rendez-vous numérique » mise en place par le gouvernement Hollande-Valls et renforcée par Edouard Philippe accroît encore la difficulté d'obtenir un titre de séjour. Des centaines de personnes s'entassent chaque jour pendant des heures devant les préfectures pour déposer leurs dossiers, l'État profitant de cette occasion pour ajouter leurs empreintes digitales dans ses fichiers.

Le capitalisme des pays impérialistes comme la France profite d'un côté de la main d'œuvre immigrée des économies dominées que les conditions précaires voire illégales fragilisent et de l'autre la dénonce aux ouvriers nationaux, via certains médias, certains journalistes, les partis bourgeois « républicains » ou fascistes, comme la cause des maux du capitalisme (chômage, perte de pouvoir d'achat, manque de logement, etc.).

Déjà au 19^e siècle, les capitalistes anglais, tout en profitant de l'immigration issue de leur colonie irlandaise distillaient consciemment le poison du chauvinisme et du racisme pour diviser les rangs ouvriers.



Cahier révolution communiste n° 26, n° 17, n° 8
3 euros par brochure auprès des militants, 4 euros par la poste (voir p. 19)

Zemmour

symptôme du pourrissement du capitalisme français

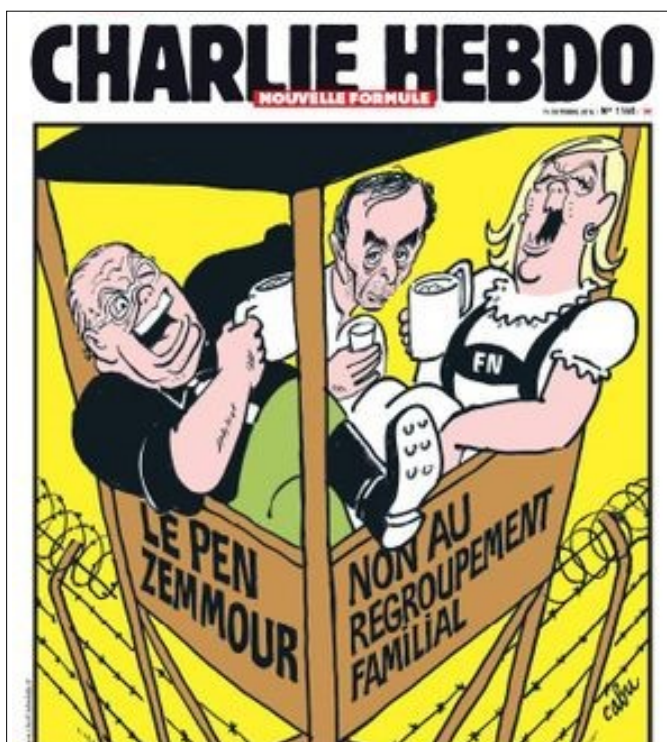
Un réactionnaire complet

Avant d'avoir des velléités de présidence, il est courtisé tant par LR que par les fascistes. En janvier 2019, Laurent Wauquiez, au siège de LR, explique alors que le chroniqueur est « *ici chez lui* » ; en septembre de la même année, Marion Maréchal le convie à sa « *convention de la droite* ». Il est à la fois ami de l'ancien ministre de Sarkozy Gérard Longuet ou de son ancien conseiller Patrick Buisson, et de Robert Ménard ou Jacques Bompard, deux francs-tireurs dans le giron du RN. Zemmour a un pied partout dans la réaction, copain de l'idéologue souverainiste Michel Onfray.

Avant de faire du racisme antimusulman son cheval de bataille, c'est sur sa misogynie qu'il capitalise en prônant un sexisme essentialiste. En 2006, Zemmour explique dans un opuscule minable que « *l'homme est un prédateur sexuel, un conquérant* » (*Le Premier sexe*, Denoël), les féministes auraient perverti la société en féminisant les hommes. Dénonçant le « *lobby LGBT* », il apporte son soutien à la politique homophobe d'Orban dans un meeting raciste à Budapest (baptisé *Sommet de la démographie*, 23 septembre 2021) : « *Notre priorité doit être de préserver et de renforcer les familles sur lesquelles nos nations sont bâties* ».

Ravivant le mythe d'une France forgée par le catholicisme, il appuie les combats de l'obscurantisme. Lors de ce même meeting il explique aux côtés de Maréchal que « *légaliser l'avortement a contribué au déclin démographique* ». Lors des manifestations homophobes de 2012-2013, il a marqué des points chez les catholiques intégristes de la *Manif pour tous*. Il a même flaté les anti-vaccins.

Soucieux d'un récit historique nationaliste, il nie les crimes coloniaux et il réhabilite Pétain en soutenant la vieille farce de la défense des Juifs français (un mythe pétainiste démonté il y a longtemps, preuves à l'appui, par les historiens Robert Paxton, Henry Rousso et Jacques Semelin). La ligne que le candidat entend pousser à son extrême pour capitaliser électoralement, c'est celle du danger migratoire et plus particulièrement de l'islam. Tel l'antisémite Édouard Drumont dénonçant à la fin du 19^e siècle la mainmise juive sur la France, Zemmour explique le déclin de la puissance française par le noyautage de l'islam. Il est le porte-parole le plus bruyant du complot du « *grand remplacement* » du raciste Renaud Camus selon lequel une « *élite* » substituerait sciemment à la population « *de souche* » une population non européenne, ce qui conduirait fatalement à un « *changement de civilisation* ». En campagne présidentielle en 1988, Jean-Marie Le Pen décrivait des femmes magrébines enceintes prêtes



15 octobre 2014, Cabu raille la xénophobie de Zemmour et des Le Pen père et fille. Cabu sera assassiné quelques mois après, le 7 janvier 2015, par des islamistes.

à « *vaincre les Français* ». Il use autant que lui de provocations : « *Les migrants mineurs n'ont rien à faire ici, ils sont voleurs, ils sont assassins, ils sont violeurs. C'est tout ce qu'ils sont. Il faut les renvoyer.* » (*CNews*, 29 septembre 2020). Poursuivi plusieurs fois devant les tribunaux (et parfois condamné à des peines légères) pour délit raciste, ce bouffon propulsé par un grand groupe de télévision en tire argument pour montrer qu'il est persécuté par « *l'élite* ».

Le Pen fille a grandi dans un château entouré d'un parc, Zemmour est fortuné grâce à ses droits d'auteur qu'il gère via la société Rubempré qu'il possède, cela lui permet d'échapper à l'impôt sur le revenu en privilégiant l'impôt sur les sociétés, plus intéressant. Le même stratagème bien connu de la bourgeoisie avait été utilisé par le couple Zemmour pour investir dans l'immobilier en créant la société Zemmour patrimoine.

Une marionnette de la bourgeoisie

Cette idée du déclin du capitalisme français causé par l'immigration et par le « *progressisme* » a toujours attiré une partie de la petite et moyenne bourgeoisie en difficulté face à la concurrence capitaliste étrangère, mais ce qui change est qu'une partie du grand capital (dont les entreprises sont multinationales, qui utilisent des paradis fiscaux, qui ne subissent aucune formalité de douane

nulle part...) n'hésite plus à donner dans la xénophobie et la recherche de boucs émissaires, ce dont l'invention de Zemmour est un symptôme.

Parmi ses soutiens fortunés, le plus impliqué dans l'ascension du chroniqueur raciste est Vincent Bolloré, héritier d'une dynastie capitaliste de 200 ans et beau-frère de Gérard Longuet, qui a fructifié dans le transport maritime notamment en pillant les infrastructures portuaires africaines. Bolloré est un fervent catholique traditionaliste et finance des institutions religieuses parmi les plus arriérées.

Partisan d'une ligne politique à la fois rétrograde sur les mœurs et néolibérale en économie, il mise d'abord sur Nicolas Sarkozy. En ce sens, en 2012, il devient premier actionnaire du groupe de médias Vivendi et prend ainsi le contrôle de sa filiale *Canal+*. Il dicte dès lors la ligne politique des chaînes de télévision de ce groupe (*Canal+*, *C8* et *CNews*), en censure certains programmes et entame une épuration des journalistes récalcitrants. Le *Zapping* est déprogrammé et ses journalistes renvoyés pour avoir diffusé des extraits d'un documentaire sur l'évasion fiscale du Crédit Mutuel pourtant prohibé par le patron breton, les *Guignols de l'info* subiront le même sort quelques temps après. Il fait monter les journalistes et éditorialistes conservateurs parmi lesquels Zemmour, et pousse à la thématique réactionnaire comme le 19 août 2021 lorsque *C8* diffuse le film américain anti-avortement *Unplanned*.

En bon capitaliste, Bolloré se montre toutefois pragmatique en politique. Il apporte son soutien à la liste du PS aux municipales de Paris de 2013, dont le maire sortant Bertrand Delanoë avait accordé à la filiale Autolib du groupe Bolloré le marché public de la voiture en libre-service. Après la présidentielle de 2017 et la défaite de LR, laminé d'un côté par LREM et de l'autre par le RN, il propulse sa propre créature, Zemmour, pour allier capitalisme débridé et xénophobie ouverte.

Le candidat fascisant protégé de Bolloré jouit également du soutien d'autres grands bourgeois, il est proche de Loïk Le Floch-Prigent, ancien président de Rhône-Poulenc, Elf, GDF et la SNCF, également directeur de cabinet sous Mitterrand. Prospectant pour sa future campagne présidentielle, il rencontre également Henri de Castries, ancien PDG d'AXA, président de l'Institut Montaigne, un des laboratoires d'idées du patronat, et membre de l'équipe de campagne de Fillon à la présidentielle de 2017. Il côtoie aussi les frères de Bentzmann, deux capitalistes de l'informatique dont le cadet Stanislas est un soutien financier du site d'information libertarien *Atlantico*. Il s'acoquine avec le PDG du groupe M6 et probable futur PDG de TF1 Nicolas de Tavernost. Autres grands patrons intéressés par la candidature Zemmour : Bernard Delpit numéro 2 de Safran et Edouard Stérin propriétaire du groupe Smartbox et de TheFork. Il jouit d'ores et déjà du financement de Le Floch-Prigent et de Charles Gave, un grand patron de la finance. Autre mécène annoncé, Laurent Meeschaert, ancien DRH de l'Oréal (un groupe à tradition historique de soutien aux fascistes) et financeur de la campagne de Maréchal aux régionales de 2015.

Zemmour annonce la création de son parti

Le protégé de Bolloré a besoin d'une structure politique pour la présidentielle, son embryon est incarné par l'Association des amis d'Éric Zemmour, agréée le 30 juin pour recueillir des financements par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques. L'AAEZ est dirigée par Antoine Diers, ancien responsable national de l'UNI (« syndicat » universitaire qui recourt à la violence physique contre ses adversaires) passé par LR. En guise de quartier général de campagne, l'association loue un 400 m² dans le 8^e arrondissement de Paris. Un semblant de section jeune s'est également organisé autour de lui, la Génération Z, noyautée par les fascistes d'AF. Il a aussi reçu le renfort d'une chef des Gilets jaunes, Jacline Mouraud, du Mouvement conservateur (ex-Sens commun) affilié jusqu'au 3 décembre à LR et du parti catholique intégriste VIA de Jean-Christophe Poisson et Christine Boutin.

Le dimanche 5 décembre, à Villepinte, devant 13 000 participants, après avoir fait huer la presse, Zemmour annonce la création de son parti Reconquête.

Oui, grâce à vous tous, la reconquête est désormais lancée. La reconquête de notre économie, la reconquête de notre sécurité, la reconquête de notre identité, la reconquête de notre souveraineté, la reconquête de notre pays. Nous partons à la reconquête de nos villages abandonnés, de notre école sinistrée, de nos entreprises sacrifiées, de notre patrimoine naturel et culturel dégradé. Nous partons à la reconquête de notre pays, pour le retrouver.

5 décembre, meeting de Zemmour, photo de gauche, Marc de Cacqueray-Valmenier (ZdP) et avec Antoine Oziol de Pignol (GI), photo de droite, attaquent les militants de SOS Racisme.



Dans la zone des invités de marque, figurent plusieurs dirigeants du groupe fasciste dissous GI.

L'espace VIP reflète la diversité des soutiens du candidat. On y trouve les responsables de section de Génération Z, les Amis d'Éric Zemmour, des soutiens politiques, de Christine Boutin à Eric Naulleau en passant par Lorrain de Saint-Affrique, collaborateur de Jean-Marie Le Pen, ou Joachim Son-Forget (député ex-LREM), les influenceuses identitaires Juliette Briens, Thonia ou Bahia Stendhal... Et puis des cadres de l'organisation dissoute Génération identitaire : Aurélien Verhassel (Lille), Etienne Cormier (Lyon), Jérémie Piano (Aix-en-Provence), Edouard Michaud et Antoine Oziol de Pignol (Paris). (Politix, 6 décembre 2021)

Le service d'ordre, qui agresse plusieurs journalistes, comporte des fascistes de la Cocarde. En outre, les nazillons ZdP, après avoir attaqué les manifestants antifascistes aux bouches de métro et avoir été raccompagnés sans arrestation par la police au meeting, s'en prennent physiquement aux militants présents de SOS Racisme.

Pour le financement de la campagne, Julien Madar et Jonathan Nadler, deux anciens banquiers chez Rothschild, organisent la collecte. Mais il s'appuie aussi sur le carnet d'adresse de la fachosphère, notamment par l'intermédiaire de Philippe Milliau, ancien du GRECE, du FN, du MNR et du Bloc identitaire, et fondateur de la web TV nationaliste *TV Libertés*, et Tristan Mordrelle, lui aussi ancien du GRECE et fils d'un nationaliste breton exilé en Argentine pour sa collaboration enthousiaste avec les nazis de 1940 à 1944.

Un ennemi de la classe ouvrière

Côté propositions politiques, outre le durcissement des conditions d'entrée en France pour les travailleurs et les réfugiés, il milite pour le renvoi immédiat « *des immigrés qui ne s'assimilent pas* », s'appuyant sur des précédents utilisés par la bourgeoisie française.

Dans les années 1930, on a renvoyé des immigrés polonais et italiens parce qu'ils étaient au chômage et on estimait qu'ils ne s'assimilaient pas. (CNews, 27 janvier 2021)

Lors de son meeting du 5 décembre, il précise qu'il souhaite expulser les immigrés qui n'auraient pas retrouvé du travail au bout de 6 mois de chômage.

La clique derrière Zemmour est favorable à un abaissement drastique des « charges des entreprises » (des impôts et cotisations des capitalistes), à un relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans, à un allongement du temps légal de travail hebdomadaire à 39 heures pour les fonctionnaires et certains secteurs privés. Il entend s'attaquer à la sécurité sociale qu'il qualifie d'« *obèse* » en traquant les « fraudeurs sociaux ». Il explique vouloir mettre fin à l'Aide médicale d'État et plus largement à toutes formes d'aide sociale aux étrangers. En guise d'éducation, il propose de

retirer les allocations familiales des parents d'élèves perturbateurs et d'instaurer le port de l'uniforme à l'école dont le rôle est selon lui de « *civiliser les barbares* ». Sur le plan international, il est favorable à un rapprochement avec l'impérialisme russe de Vladimir Poutine. Dans le même sens, il souhaite une sortie du commandement intégré de l'OTAN.

En fait, la majeure partie de son « programme » économique, social et diplomatique recoupe les propositions des candidats de LR et du RN en 2017. Particularité, la fin de la redevance audiovisuelle, principale source de financement des groupes Radio France et France Télévisions contre qui Bolloré garde une rancœur tenace à la suite de la diffusion en 2016 d'un *Complément d'enquête* à charge contre lui et du recrutement en 2017 de l'équipe du *Zapping* après leur licenciement par le milliardaire. Il y ajoute une dose de démagogie poujadiste avec la suppression du permis à points et le rehaussement des limitations de vitesses sur la route.

Un acteur de la réaction montante

La tendance mondiale au déplacement vers la réaction des représentations politiques des classes dominantes (cléricalisme, ordre policier, xénophobie...) ébranle LR qui se voit non seulement coincé entre le RN et LREM, mais concurrencé par l'inattendu Zemmour.

En parallèle, au RN, on accepte mal qu'un néophyte concurrence la patronne sur des thématiques frontistes (d'ailleurs, Jordan Bardella, président par intérim du RN, emploie le terme de « grand remplacement »). Là aussi, la direction doit composer avec la sympathie de son électorat envers le polémiste nauséabond. Inquiet de la progression de Zemmour dans les sondages, le RN a décidé de l'attaquer sur ses excès mais cela ne plaît pas à tous.

Il ne faut pas oublier que nos adhérents étaient tous devant Zemmour à 19 h il y a quelques jours encore. (Un responsable RN cité par Huffington Post, 6 octobre 2021)

Le Pen père, lui-même évincé du RN pour ses outrances langagières, apporte son soutien à Zemmour, dont il partage la ligne économique, les propos racistes et les thèses négationnistes. D'ailleurs Zemmour est plus proche du dirigeant FN des années 1980-1990 que ne l'est sa propre fille. Le succès médiatique et le soutien d'une partie du patronat dont jouit Zemmour ne doit rien à ses « *qualités* » personnelles mais tout aux contradictions grandissantes du capitalisme (faible croissance, crises économiques récurrentes, affaiblissement des États-Unis et montée de la Chine, renforcement de l'Allemagne au détriment de la France...).

Zemmour n'est pas la vague déferlante qu'il prétend, mais il est l'émanation de la volonté d'une partie de la bourgeoisie prônant qu'il faut davantage diviser le pro-

létariat, opposer les hommes aux femmes, les nationaux aux étrangers, les chrétiens aux musulmans, faire reculer plus vite les acquis sociaux, réprimer plus fort les exploités et les opprimés, protéger les frontières et glorifier le patriotisme économique. Zemmour et sa clique comptent capter une fraction de la petite bourgeoisie traditionnelle qui estime que le RN a raison, mais n'est qu'une machine à échecs électoraux, une fraction de l'encadrement qui estime que le gouvernement Macron, bien qu'allant dans le bon sens, est bien trop lent, une fraction des chômeurs et des salariés précarisés et paupérisés qui cherchent des boucs émissaires plus bronzés au sort que leur fait le capital. Pour autant, malgré l'affaiblissement de la crédibilité du parlementarisme miné par l'abstention croissante, la majorité de la bourgeoisie française se range encore derrière la démocratie bourgeoise, derrière Macron ou la candidate LR Pécresse pour conduire au mieux ses affaires et poursuivre sur une ligne de plus en plus réactionnaire sans avoir besoin de basculer dans le fascisme.

Le régime fasciste voit son tour arriver lorsque les moyens « normaux » militaires et policiers de la dictature bourgeoise, avec leur couverture parlementaire, ne suffisent plus pour maintenir la société en équilibre. À travers les agents du fascisme, le capital met en mouvement les masses de la petite-bourgeoisie enragée, les bandes de lumpen-prolétaires déclassés et démoralisés, tous ces innombrables êtres humains que le capital a lui-même plongés dans la rage et le désespoir. (Trotsky, La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne, 27 janvier 1932)

Comment faire face à la vague xénophobe ?

Il est inutile de demander au gouvernement bourgeois ou au parlement l'interdiction des Zemmour et Le Pen, comme le fait le PCF, soutenu par LFI.

Nous réclamons, dans le prolongement de la loi sur la liberté de la presse et de la loi Gayssot, qui réprime l'incitation à la haine raciale et la négation des crimes contre l'humanité, que soit rendue inéligible toute personne condamnée pour racisme... Ces délits portent atteinte à l'unité de la nation, menacent l'ordre public et les droits et libertés d'autrui. (Roussel, Intervention à l'Assemblée nationale, 2 décembre 2021)

Il est illusoire et dangereux d'en appeler à constituer un quelconque front des « démocrates » ou des « républicains » contre les Zemmour et Le Pen. En effet, si LREM critique Zemmour et Le Pen, c'est pour mieux couvrir Macron et le gouvernement ; si LR s'en démarque officiellement, c'est pour prôner en réalité une politique aussi réactionnaire. Si d'aventure, au deuxième tour de la présidentielle, ne restaient plus en lice que Macron contre Zemmour ou Le Pen, les mêmes partis réformistes et les mêmes directions syndicales nous referaient le coup pour la troisième fois d'appeler à voter pour le candidat bourgeois « républicain » pour faire barrage au prétendu fascisme. Mais qui, aujourd'hui, refuse les titres de séjour, envoie les flics contre les camps de migrants, fait lacérer les tentes, fait confisquer téléphones et couvertures, les jette dans les bras des passeurs avec tous les dangers afférents, jette la police sur les grévistes et les manifestations de travailleurs ?

Les réformistes et leurs adjoints centristes affirment qu'il faut être mesuré pour ne pas effrayer. Mais Zemmour, inspiré par l'exemple de Trump, ne s'embarrasse pas de modération. La montée des démagogues réactionnaires et des partis fascisants s'explique d'une part par l'impossibilité pour le capitalisme du début du 21^e siècle de faire espérer l'amélioration du sort du plus grand nombre et d'autre part par l'incapacité des directions actuelles de la classe ouvrière à ouvrir une perspective révolutionnaire, collectiviste et internationaliste.

Les travailleurs et les jeunes qui protestent contre les campagnes xénophobes de Zemmour et Le Pen ont raison. Ils doivent s'organiser pour protéger les manifestations contre la police et contre les groupes fascistes qui grenouillent dans leur sillage comme l'a prouvé le traitement des opposants au meeting de Villepinte. Et il faut traiter le problème à la racine. Seule la classe ouvrière, organisée dans un parti révolutionnaire, pourra écraser les bandes fascistes et mettre fin aux attaques réactionnaires de toute la bourgeoisie, de ses partis et de son État.

6 décembre 2021

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valy

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, esperanto, français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupemarxiste.info

Site de PD/Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes
le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

Faut-il une candidate ou un candidat unique de la gauche ?

Même là où il n'y a pas la moindre chance de succès, les travailleurs doivent présenter leurs propres candidats, afin de sauvegarder leur indépendance, de dénombrer leurs forces et de faire connaître publiquement leur position révolutionnaire et les points de vue de leur parti. Ils ne doivent pas se laisser séduire par la phraséologie des démocrates prétendant, par exemple, que l'on risque de la sorte de diviser le parti démocratique. Toutes ces phrases ne poursuivent finalement qu'un but : mystifier le prolétariat. (Karl Marx et Friedrich Engels, « Adresse du comité central à la Ligue des communistes », 1850, *Oeuvres choisies*, Progrès, t. 1, p. 190)

Taubira, une nouvelle candidature « de gauche »

La dernière candidature à ce jour à la présidentielle française est celle de Christine Taubira. Son premier tract de campagne prétend qu'il s'agirait de « faire gagner la gauche ».

Les travailleurs sentent, légitimement, que la concurrence entre partis qui disent au fond la même chose (c'est le cas de LFI, du PCF et du PS) ainsi que la multiplication déplorable des syndicats les affaiblit face à un ennemi qui est, lui, unifié par le biais de l'État bourgeois.

Comme beaucoup de travailleuses et de travailleurs ont l'illusion que l'élection présidentielle est décisive, ils s'inquiètent de la profusion des candidatures « de gauche » qui écarterait en avril 2022 tout espoir de changement pour 5 ans. Les instigateurs de la Primaire à gauche tablent sur ce sentiment.

Pourtant, en 1981, la concurrence au premier tour entre Mitterrand (PS), Marchais (PCF), Laguiller (LO) et Bouchardeau (PSU), sans parler de celle de Crépeau (PRG, un débris du principal parti bourgeois de la 3^e République) et de Lalonde (MEP, une coalition écologiste), n'avait pas empêché la victoire électorale de Mitterrand au second tour. C'est la faiblesse électorale actuelle de l'ensemble des partis ouvriers parlementaires (PS, PCF, LFI) qu'il s'agit d'expliquer.

Pourquoi les candidats du mouvement ouvrier ont-ils si peu d'écho aujourd'hui ?

Mélenchon, un ancien ministre (2000-2002) de la 5^e République qui a scissionné du PS en 2008 pour fonder le PdG, et ensuite LFI, obtiendrait 9,5 % des votes ; Hidalgo, maire PS de Paris, 3,5 % ; Roussel, secrétaire national du PCF, 2 % ; Poutou, ouvrier et candidat du NPA, 1 % ; Arthaud, professeure et candidate de LO, 0,5 % ; Kazib, ouvrier et candidat de CCR-RP, une dissidence du NPA, encore moins.

L'affaiblissement du mouvement ouvrier est un phénomène mondial. Il provient avant tout de la décision, prise en 1989-1992 par les bureaucrates privilégiés qui usurpaient le pouvoir, de restaurer le capitalisme dans les « pays socialistes » en Europe de l'est, en Russie, en Chine et au Vietnam.

La seconde explication est la trahison répétée de la classe ouvrière dans les pays qui étaient restés capitalistes. Depuis les années 1980, sous la pression du chômage et des menaces de délocalisation, les directions des grands syndicats ont accompagné la contre-offensive capitaliste contre les acquis antérieurs. Avec le retour des crises capitalistes mondiales, les partis « travaillistes », « sociaux-démocrates », « socialistes » ou « communistes » quand ils accédaient seuls au gouvernement ou en alliance avec des partis bourgeois n'ont pas octroyé de réformes favorables aux exploités, mais ont au contraire appliqué l'austérité et le militarisme.

Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but ; il a en vue un but différent. (Rosa Luxemburg, « Réforme sociale ou révolution ? », 1898, *Oeuvres*, Maspero, t. 1, p. 73)

Il en est ainsi, en France, des gouvernements d'Union de la gauche sous Mitterrand (PS-PCF-PRG en 1981-1984, PS-PRG en 1984-1986), de la Gauche plurielle avec Jospin (PS-PCF-EELV-PRG en 1997-2002), sous Hollande (PS-PRG-EELV en 2012-2014, PS-PRG en 2014-2017). Comme les gouvernements de Lula au Brésil, Bachelet au Chili, Blair en Grande-Bretagne, Schröder en Allemagne, Gonzalez en Espagne, Tsípras en Grèce, Costa au Portugal, Di Rupo en Belgique, Löfven en Suède, Lipponen en Finlande... ils ont gouverné pour le





13 juin 1982, le gouvernement PS-PCF-PRG bloque les salaires.

compte de leur bourgeoisie, pour défendre leur capitalisme.

Les confédérations syndicales et les partis ouvriers traditionnels en sortent eux-mêmes affaiblis. Pas au profit d'une internationale ouvrière, vu la disparition de l'Internationale communiste et même de la 4^e Internationale. Apparaissent alors des substituts interclassistes, comme les mouvements de défense de l'environnement ou limités à la lutte contre un type d'oppression. La désorientation et le scepticisme des rangs ouvriers facilitent la réapparition de démagogues populistes, de partis xénophobes et d'organisations fascistes dans le monde entier. De manière inévitable, cela s'est traduit dans les consultations électorales, sous la double forme de la baisse des suffrages et de la montée de l'abstention, en particulier après l'expérience de l'exercice du pouvoir par les partis sociaux-impérialistes.

Les élections, dans le capitalisme, ne décident de rien de décisif

Les élections et les référendums sont des moments importants de la vie politique de la plupart des pays capitalistes, mais ils ne font que dissimuler la domination de la bourgeoisie, qui règne par sa force économique, politique et idéologique.

La démocratie bourgeoise, tout en constituant un grand progrès historique par rapport au Moyen-Âge, reste toujours une démocratie étroite, tronquée, fausse, hypocrite, un paradis pour les riches, un piège et un leurre pour les exploités, pour les pauvres. (Vladimir Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, 1918, Éditions sociales, p. 20)

Si le résultat de sa propre démocratie lui déplaît, la classe dominante corrompt, intimide, voire renverse le gouvernement sans se soucier des règles démocratiques dont elle réclame le respect quand elles lui sont favorables. Ainsi, l'assemblée nationale élue en 1936 interdit le PCF en 1939 et confie le pouvoir au maréchal Pétain. Ainsi, le général de Gaulle revient au pouvoir en 1958 à la suite d'un coup militaire. Ainsi, le général Pinochet, nommé ministre par Allende en 1973, écrase la révolution prolétarienne au Chili et renverse au passage le gouvernement légal. Ainsi, la justice brésilienne destitue la présidente élue Rousseff en 2016.

Les communistes révolutionnaires, à la différence des anarchistes et des gauchistes, ne sont jamais indifférents

aux régimes politiques (ils sont hostiles au fascisme, à la monarchie, au bonapartisme, au présidentielisme, à toute discrimination institutionnelle, aux organes parlementaires non élus, au suffrage universel direct, aux religions d'État et à toute subvention d'un culte religieux...). Ils défendent et étendent les libertés démocratiques (le droit de vote pour tous les travailleurs, le droit de s'organiser, le droit de s'exprimer y compris contre la religion, de faire grève, l'égalité devant les tribunaux...).

Comme le montrent avant la première guerre mondiale les sections de l'Internationale ouvrière (SPD allemand, PO français, SPA américain, POSDR russe...), ainsi que les sections de l'Internationale communiste (PC-SFIC français, PCdI italien, KPD allemand...) après la révolution russe de 1917, un parti ouvrier révolutionnaire a le droit et le devoir de participer aux élections bourgeoises pour se construire, s'adresser à tous les travailleurs des villes et des campagnes, préparer la révolution.

Voyez quelle arme nous avons maintenant en France, depuis 40 ans, dans le suffrage universel. Cela vous indique avec exactitude le jour où il faut en appeler à la révolution par les armes. (Friedrich Engels, « Lettre à Lafargue », 12 novembre 1892, Engels et Marx, *La 3^e République*, Éditions sociales, p. 296)

Les élections ne sont pas le terrain du front unique ouvrier

Dans la lutte des classes, les communistes révolutionnaires combattent pour l'unité de la classe ouvrière, pour le front de toutes ses organisations de masse contre la bourgeoisie.

Cependant, l'organisation révolutionnaire ne peut renoncer à critiquer ses partenaires temporaires ni à l'affirmation de son propre programme. Par conséquent, lors d'élections bourgeoises, il ne peut pas renoncer à ses candidatures au nom de l'unité ouvrière.

L'idée de présenter à l'élection présidentielle un candidat du front unique ouvrier est une idée fondamentalement erronée. Le parti révolutionnaire n'a pas le droit de renoncer à mobiliser ses partisans et à compter ses forces lors des élections. Une candidature du parti qui s'oppose à toutes les autres candidatures ne peut en aucun cas constituer un obstacle à un accord avec d'autres organisations pour les objectifs immédiats de la lutte. (Lev Trotsky, « La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne », 27 janvier 1932, *Comment vaincre le fascisme*, Buchet-Chastel, p. 163)

Si le parti ouvrier révolutionnaire n'est pas en mesure de présenter des candidats, il peut appeler les travailleurs qui peuvent et veulent voter, à se porter, contre tout pour les partis bourgeois, sur les candidatures d'autres courants politiques du mouvement ouvrier. Mais certainement pas parce qu'il en attend une avancée vers le socialisme.

L'ILP aurait dû apporter un appui critique à tous les candidats du Parti travailliste, là où il ne se présentait

pas lui-même... L'ILP doit dire aux ouvriers : Le Labour Party vous trompera et vous trahira, mais vous ne nous croyez pas. Très bien, nous irons avec vous à travers toutes vos expériences, mais en aucun cas nous ne nous identifierons au programme du Labour Party. (Lev Trotsky, « Entretien sur l'ILP », novembre 1935, *Œuvres* t. 7, EDI, 1980, p. 137-138)

En tout cas, le front unique ouvrier pour l'action est l'exact opposé du front populaire dans les urnes et au gouvernement de l'État bourgeois, que celui-ci se nomme union de la gauche, gauche plurielle, front de gauche, unité populaire ou autre.

L'union des « forces de gauche » camoufle toujours la collaboration de classes

Taubira et Jadot sont avant tout des candidats bourgeois. Jadot est l'apparatchik d'un parti qui est né en dehors du mouvement ouvrier et qui s'est intégré au monde politique bourgeois comme ses partis frères en Irlande, en Autriche et en Allemagne. Taubira a été membre de 2012 à 2016 des gouvernements sous Hollande qui ont détricoté le droit du travail, abimé la santé et l'enseignement publics, sont intervenus militairement en Afrique. Elle a non seulement été vice-présidente du PRG de 2002 à 2012 mais a voté en 1993, comme députée de Guyane, l'investiture du gouvernement Balladur (membre du RPR, l'ancêtre de LR). Dans la continuité, elle défend l'appareil répressif de l'État bourgeois.

Je sais les besoins d'un État fort, je sais la nécessité de répondre aux missions régaliennes. (Christiane Taubira, *Déclaration de candidature à Lyon*, 15 janvier)

Depuis l'entrée du PS-SFIO dans le gouvernement d'union sacrée en 1914 et l'adoption par le PCF de l'alliance avec le Parti radical en 1935, il est prouvé que ces blocs avec les représentants politiques de la bourgeoisie ne peuvent se faire qu'en défense de l'État bourgeois et du capitalisme.

Pour justifier la politique du Front populaire, on invoqua la nécessité de l'alliance du prolétariat et de

la petite bourgeoisie. Il est impossible d'imaginer mensonge plus grossier ! Le Parti radical exprime les intérêts de la grande bourgeoisie et non de la petite. Par son essence même, il représente l'appareil politique de l'exploitation de la petite bourgeoisie par l'impérialisme. L'alliance avec le Parti radical est par conséquent une alliance, non avec la petite bourgeoisie, mais avec ses exploités. (Lev Trotsky, « L'heure de la décision approche », 18 décembre 1938, *Le Mouvement communiste en France*, Minuit, p. 603)

Cela a été confirmé par la participation du PS-SFIO et du PCF au gouvernement d'union nationale de Gaulle en 1945, qui a désarmé les travailleurs et consolidé l'appareil répressif de l'État, remis en selle le capitalisme français et écrasé les peuples coloniaux.

Les candidats Mélenchon, Hidalgo et Roussel sont les disciples avoués des chefs de l'union de la gauche des années 1970-1980, Mitterrand et Marchais. Les candidats Mélenchon, Hidalgo et Roussel rivalisent même avec Macron, Pécresse, Le Pen et Zemmour dans la vénération envers le général de Gaulle.

Même si Mélenchon, Hidalgo et Roussel refusent, à juste titre, de retirer aujourd'hui leur candidature face à celles de Jadot, de Taubira et de Montebourg, ils leur tendent la main pour gouverner demain avec eux.

Si j'arrive au second tour, je demanderai à ceux qui veulent rejoindre une majorité et gouverner d'entrer en dialogue avec moi. (Jean-Luc Mélenchon, *Discours au meeting parfumé de Nantes*, 16 janvier)

Par-là, comme par leur défense de la police et de l'armée bourgeoises, ils annoncent qu'ils trahiront la classe ouvrière.

Des « trotskystes » qui font l'union avec le cadavre du Parti radical ?

À la coalition ouverte ou masquée des sociaux-démocrates avec la bourgeoisie, les communistes opposent le front unique de tous les travailleurs et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers. (4^e congrès de l'Internationale communiste,



23 août 1973, le président PD Allende et le gouvernement d'Unité populaire (PCCh, PS avec les partis bourgeois PR, MAPU, API) nomment le général Pinochet à la tête de l'armée.



11 septembre 1973, avec le soutien de la majorité de la bourgeoisie chilienne et des États-Unis, Pinochet déclenche un coup d'État militaire qui écrase la révolution prolétarienne naissante, les militants ouvriers sont arrêtés, torturés, assassinés.

« Résolution sur la tactique », novembre 1922, *Quatre premiers congrès de l'IC*, p. 138)

Comme les bureaucrates syndicaux de la CGT, de SUD et de la FSU, auxquels ils sont pieds et poings liés, les centristes Kazib, Arthaud et Poutou acceptent les termes de la bourgeoisie, à savoir que « la politique » serait le terrain d'une opposition entre « la droite » et « la gauche ». Officiellement, ils sont tous « révolutionnaires » comme le POI et sa variante POID qui rivalisent en chauvinisme avec LFI et le PCF. Comme se proclament « trotskystes » ceux qui croient aux licornes (les « bons » réformistes) comme le POI, Ensemble, la GR, Révolution, la CLAIRE-NPA qui font campagne pour Mélenchon contre Roussel et Hidalgo (qui seraient les « mauvais » réformistes) mais aussi



Le journal de Nahuel Moreno, l'ancêtre du PTS argentin et du CCR-RP français, se proclame de 1956 à 1965 « organe du péronisme ouvrier révolutionnaire sous la discipline du général Perón ».

Les candidats de Lutte Ouvrière

Ville	Département	Liste	Ville	Département	Liste	Ville	Département	Liste
Alfortville	Val-de-Marne	LO LCR PC	La Clotat	Bouches du Rhône	PC LO	Paris 11 ^e	Paris	Lutte Ouvrière
Amiens	Seine	Lutte Ouvrière	La Courneuve	Seine Saint-Denis	PC PS LO MRC PT	Paris 12 ^e	Paris	Lutte Ouvrière
Angers	Maine-et-Loire	PC LO	La Ferté-Bernard	Sarthe	PC PS LO	Paris 14 ^e	Paris	Lutte Ouvrière
Angoulême	Charente	Lutte Ouvrière	La Roche-sur-Yon	Vendée	PC LO	Paris 15 ^e	Paris	Lutte Ouvrière
Annecy	Savoie	Lutte Ouvrière	La Rochelle	Charente-Maritime	Lutte Ouvrière	Paris 17 ^e	Paris	Lutte Ouvrière
Arcueil	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière	Lanester	Morbihan	PC LO LCR MRC	Paris 19 ^e	Paris	Lutte Ouvrière
Argenteuil	Val-d'Oise	PS PC LO	Laon	Aisne	Lutte Ouvrière	Paris 19 ^e	Paris	Lutte Ouvrière
Aries	Bouches du Rhône	Lutte Ouvrière	Laval	Mayenne	Lutte Ouvrière	Paris 20 ^e	Paris	Lutte Ouvrière
Aubervilliers	Seine Saint-Denis	PC LO	Le Blanc-Mesnil	Seine Saint-Denis	PC PS LO	Perpignan	Pyrénées-Orientales	Lutte Ouvrière
Aulnay-sous-Bois	Seine Saint-Denis	Lutte Ouvrière	Le Mans	Sarthe	Lutte Ouvrière	Ploufragan	Finistère	Lutte Ouvrière
Autun	Saône-et-Loire	Lutte Ouvrière	Le Pré-S-Gervais	Seine Saint-Denis	Lutte Ouvrière	Poitiers	Vienne	Lutte Ouvrière
Bagnoux	Hautes-de-Seine	Lutte Ouvrière	Lens	Pas-de-Calais	PC LO	Pontarlier	Doubs	PS PC LO
Bagnollet	Seine Saint-Denis	PC LO	Limoges	Haute-Vienne	Lutte Ouvrière	Quimper	Finistère	Lutte Ouvrière
Belfort	Territoire de Belfort	MRC PC LO écolo	Cluses-sous-Bois	Yvelines	Lutte Ouvrière	Reims	Marne	Lutte Ouvrière
Besancon	Doubs	Lutte Ouvrière	Les Lilas	Seine-Saint-Denis	Lutte Ouvrière	Remes	Ille-et-Vilaine	Lutte Ouvrière
Béziers	Val-d'Hérault	Lutte Ouvrière	Les Mureaux	Yvelines	PC LO	Rennes	Ille-et-Vilaine	Lutte Ouvrière
Bibigny	Seine-Saint-Denis	Lutte Ouvrière	Les Ponts-de-Cé	Maine-et-Loire	Lutte Ouvrière	Romainville	Seine-Saint-Denis	PS PC LO
Bordeaux	Gironde	Lutte Ouvrière	Les Ulis	Essonne	PS PC LO	Rosny	Seine-Martinique	PS PC LO
Bourges	Cher	PS PC LO MRC Verts	Lyon 1 ^{er}	Rhône	Lutte Ouvrière	Saint-Alban	Haute-Garonne	PS PC LO
Brest	Finistère	Lutte Ouvrière	Lyon 2 ^e	Rhône	Lutte Ouvrière	Saint-Brieuc	Côtes d'Armor	Lutte Ouvrière
Caen	Calvados	Lutte Ouvrière	Lyon 3 ^e	Rhône	Lutte Ouvrière	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	PC LO
Calais	Pas-de-Calais	Lutte Ouvrière	Liméil-Brevannes	Val-de-Marne	PS PC LO PRG Verts	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	PC LO
Cannes	Alpes-Maritimes	Lutte Ouvrière	Limoges	Haute-Vienne	Lutte Ouvrière	Saint-Fons	Rhône	PS PC LO PRG
Cergy	Val-d'Oise	Lutte Ouvrière	Louvrois	Val-d'Oise	PC LO	Saint-Martin-le-Moutier	Indre	PS LO
Chalon-sur-Saône	Saône-et-Loire	Lutte Ouvrière	Lyon 4 ^e	Rhône	Lutte Ouvrière	Saint-Ouen	Seine-Saint-Denis	PC PS LO Verts
Chartres	Eure-et-Loire	PC LO LCR	Lyon 5 ^e	Rhône	Lutte Ouvrière	Saint-Pantaléon	Saône-et-Loire	PS PC LO Verts LCR PT
Châteauneuf	Indre	Lutte Ouvrière	Lyon 6 ^e	Rhône	Lutte Ouvrière	Saint-Quentin	Aisne	Lutte Ouvrière
Châteaufort	Vienne	Lutte Ouvrière	Lyon 7 ^e	Rhône	Lutte Ouvrière	Sainte-Eulalie	Gironde	PC LO
Chenove	Côte-d'Or	Lutte Ouvrière	Lyon 8 ^e	Rhône	Lutte Ouvrière	Sartroville	Yvelines	PS PC LO Verts
Chénay-le-Roi	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière	Lyon 9 ^e	Rhône	Lutte Ouvrière	Sauviesse-les-Bains	Moselle-et-Moselle	PC LO
Chiel	Maine-et-Loire	Lutte Ouvrière	Maisons-Alfort	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière	Sin-le-Noble	Nord	PC LO
Cherbourg-de-l'Or	Oise	Lutte Ouvrière	Malakoff	Hautes-de-Seine	Lutte Ouvrière	Solignac	Loire	PS PC LO
Cherbourg-Ferrand	Pas-de-Calais	PS PC LO	Mantes-la-Jolie	Yvelines	Lutte Ouvrière	S'Chamond	Seine	PS PC LO
Clichy-la-Garenne	Hautes-de-Seine	PS PC LO	Margot	Côte-d'Or	PS PC LO	S'Jacques-de-la-Lande	Ille-et-Vilaine	Lutte Ouvrière
Colombes	Hautes-de-Seine	Lutte Ouvrière	Mars-la-Tour	Bouches du Rhône	PS PC LO	S'Nazaire	Loire-Atlantique	Lutte Ouvrière
Compiègne	Oise	PS LO Verts Socialistes	Marseille 1 ^{er}	Bouches du Rhône	PS PC LO	S'Pierre-des-Corps	Indre-et-Loire	Lutte Ouvrière
Corbeil-Essonnes	Essonne	PC LO	Marseille 2 ^e	Bouches du Rhône	PS PC LO	Strasbourg	Bas-Rhin	Lutte Ouvrière
Creil	Oise	Lutte Ouvrière	Marseille 3 ^e	Bouches du Rhône	PS PC LO	Talant	Côte-d'Or	Lutte Ouvrière
Cretail	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière	Mérignac	Gironde	Lutte Ouvrière	Tarbes	Hautes-Pyrénées	Lutte Ouvrière
Cugnaux	Haute-Garonne	Lutte Ouvrière	Metz	Moselle	Lutte Ouvrière	Thiais	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière
Dijon	Côte-d'Or	Lutte Ouvrière	Montbéliard	Doubs	Lutte Ouvrière	Thionville	Moselle	Lutte Ouvrière
Dole	Jura	Lutte Ouvrière	Montlognon	Alain	Lutte Ouvrière	Toulon	Var	PC LO PT
Drancy	Seine-Saint-Denis	PC PS LO	Montpellier	Hérault	Lutte Ouvrière	Toulouse	Haute-Garonne	Lutte Ouvrière
Dreux	Essonne	PC LO	Montreuil	Seine-Saint-Denis	Lutte Ouvrière	Tours	Indre-et-Loire	Lutte Ouvrière
Dunkerque	Nord	Lutte Ouvrière	Moisy	Oise	PC LO	Treize	Maine-et-Loire	Lutte Ouvrière
Eaubeonne	Val-d'Oise	PC LO	Mulhouse	Haute-Rhin	Lutte Ouvrière	Valentigney	Doubs	Lutte Ouvrière
Echirrolles	Isère	Lutte Ouvrière	Nancy	Meurthe-et-Moselle	Lutte Ouvrière	Vandœuvre-lès-Nancy	Moselle-et-Moselle	PS PC LO Verts
Ensisheim	Haute-Rhin	Lutte Ouvrière	Nantes	Loire-Atlantique	Lutte Ouvrière	Vaulx-en-Yvelin	Rhône	PC LO
Erment	Val-d'Oise	Lutte Ouvrière	Nevers	Nièvre	PS PC LO	Vénissieux	Rhône	PC PS LO PRG MRC
Ferrière-la-Grande	Nord	Lutte Ouvrière	Nogent-sur-Oise	Oise	PS PC LO PRG Verts	Vierzon	Cher	PC PS LO PRG Verts MRC
Fleury-les-Aubrais	Loiret	PC LO	Noy-le-Sec	Seine-Saint-Denis	PC LO	Vigneux	Essonne	PC LO LCR
Fournies	Nord	PC LO	Orléans	Seine-Martinique	Lutte Ouvrière	Villeneuve-d'Ascq	Nord	PS PC LO MRC Verts
Garges-Meuses	Hautes-de-Seine	Lutte Ouvrière	Orléans	Nord	Lutte Ouvrière	Villeneuve-d'Ascq	Nord	PS PC LO
Grand-Charmont	Yvelines	Lutte Ouvrière	Orléans	Loiret	Lutte Ouvrière	Villeneuve-d'Ascq	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière
Grenoble	Isère	Lutte Ouvrière	Orléans	Loiret	Lutte Ouvrière	Villeneuve-d'Ascq	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière
Ile-Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	PC LO	Orléans	Loiret	Lutte Ouvrière	Villeneuve-d'Ascq	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière
Ivry	Val-de-Marne	PC PS LO Verts PRG	Orléans	Loiret	Lutte Ouvrière	Villeneuve-d'Ascq	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière
Joué-le-Tours	Indre-et-Loire	Lutte Ouvrière	Orléans	Loiret	Lutte Ouvrière	Villeneuve-d'Ascq	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière
Kremlin-Bicêtre	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière	Orléans	Loiret	Lutte Ouvrière	Villeneuve-d'Ascq	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière
La Chapelle-S'Luc	Aube	PS PC LO Verts PRG	Orléans	Loiret	Lutte Ouvrière	Villeneuve-d'Ascq	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière

8 • Lutte Ouvrière n° 2064 • 22 février 2008

Au premier tour des élections municipales de 2008, LO participe à des listes de front populaire à Belfort, Bourges, Compiègne, Ivry, La Courneuve, Lanester, Liméil-Brevannes, Marseille, Nogent, Noisy, Saint-Denis, Saint-Fons, Sartrouville, Saint-Ouen, Saint-Quentin, Vandœuvre, Vénissieux, Vierzon, Villejuif, Vitry... Et LO entre dans d'autres listes de ce type au second tour.

contre Poutou, Arthaud et Kazib (qu'ils considèrent comme des « diviseurs »).

Depuis 1981, LO et la LCR (l'ancêtre du NPA) ont plus d'une fois appelé à voter pour « la gauche » incluant des partis bourgeois comme les débris du vieux Parti radical ou les nouveaux partis écologistes. LO présente les policiers comme des travailleurs. La LCR avait même appelé à voter Chirac en 2002. LO et LCR-NPA ont pratiqué eux-mêmes des alliances électorales avec des formations bourgeoises (MRC, PRG, EELV...).

Toutes ces capitulations des centristes, qui en préparent d'autres aux moments décisifs, n'ont rien à voir avec l'héritage de l'organisateur de l'insurrection d'octobre 1917, du chef de l'Armée rouge et du fondateur de la 4^e Internationale.

L'accusation capitale que la 4^e Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie. (Lev Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938, GMI, p. 28)

Pour l'indépendance de classe

Les classes prouvent leur existence chaque jour ; par contre, nul n'a jamais su définir « la gauche » et « la droite », personne n'a jamais su tracer la frontière entre « la gauche » et « la droite ». La vraie lutte est entre les classes. Le front populaire, l'union de la gauche, l'unité populaire... le masquent, entravent la lutte de classe du prolétariat.

Il nous faut une unité de lutte, véritable, révolutionnaire : pour résister au fascisme, pour défendre notre droit à l'existence, pour lutter implacablement contre la domination de la bourgeoisie, pour la conquête du pouvoir, pour la dictature du prolétariat, pour l'État ouvrier, pour les États-Unis soviétiques d'Europe, pour la République socialiste mondiale. (Lev Trotsky, « Manifeste des communistes internationalistes au prolétariat mondial », 9 mars 1934, Le Mouvement communiste en France, Mi-nuit, p. 428)

Rupture avec la bourgeoisie ! Aucun vote pour ses représentants politiques (Zemmour, Le Pen, Péresse, Macron, Taubira, Jadot...), ni au premier ni au second tour !

Faire des élections bourgeoises une tribune pour les revendications des travailleurs et les méthodes prolétaires pour les arracher !

Autodéfense des travailleurs ! Gouvernement ouvrier ! États-Unis socialistes d'Europe !

Construction d'un véritable parti communiste dans le cadre de l'internationale ouvrière révolutionnaire !

18 janvier 2022

La campagne réformiste et chauvine de Mélenchon

Une carrière complète de bureaucrate réformiste

Jean-Luc Mélenchon est né en 1951. Étudiant en philosophie et en lettres modernes, il est syndiqué en 1969 à l'UNEF et milite dans une organisation qui se réclame du trotskysme, l'OCI. En 1976, il passe au PS, ce qui ouvre d'autres perspectives de carrière, comme peuvent en témoigner aussi les ex-OCI Jospin ou Cambadélis. Il devient, à 27 ans, directeur de cabinet du maire PS de Massy (Essonne), Claude Germon.

Jamais Mélenchon ne reniera Mitterrand, cet ancien haut fonctionnaire pétainiste, cet ancien ministre de la guerre en Algérie, ce président de la 5^e République, ce responsable de « la politique d'austérité », ce chef de l'armée (intervenant 19 fois en Afrique, bombardant la Serbie et envahissant l'Irak avec les États-Unis), ce bourgeois quittant la scène avec une cérémonie catholique en grande pompe...

Évidemment quand vous avez sous les yeux un François Hollande, vous pouvez vous dire que l'arrivée au pouvoir de la gauche ne change rien... Ce n'est pas vrai. Parvenir au pouvoir peut permettre de changer la donne. Mitterrand l'a prouvé. (Jean-Luc Mélenchon, « Entrevue », Charles, janvier 2016)

Durant les 32 ans qui suivent son ralliement à la social-démocratie, Mélenchon vit des prébendes de l'État français (ou de l'Union européenne mise en place par les impérialisme français et allemand) comme maire adjoint (durant 6 ans), élu au conseil départemental de l'Essonne (13 ans), sénateur (18 ans), ministre délégué à l'enseignement professionnel dans le gouvernement Jospin (2 ans). Après avoir scissionné du PS et fondé le PdG en 2009, il est député européen entre 2009 et 2017, et depuis, député (et président de groupe) à l'Assemblée nationale. Un tel état de service dans le 6^e pays impérialiste, lui permet d'affirmer :

Face à quelque juge ou policier que ce soit, la République, c'est bien moi, et ils me doivent le respect dû à ceux que je représente, leur maître, le peuple souverain. (Jean-Luc Mélenchon, Et ainsi de suite, Plon, 2019)

Candidat du Front de gauche

Doté de plus de bagout que les autres chefs réformistes, il est candidat à l'élection présidentielle de 2012 pour le « Front de gauche » qui rassemble le PdG, le PCF, la GU et la GA (deux fractions du NPA), la FASE (un conglomerat éco-socialiste), le PCOF (un débris du maoïsme), R&S (ex-MRC, un groupe gaulliste de gauche).

Le Front de gauche avance des propositions constituant, dans leur cohérence, une véritable alternative de gauche pour 2012. Smic à 1 700 euros brut pour



1993, autour de Rocard, premier secrétaire du PS, la jeune génération sociale-démocrate se prépare aux postes : à l'arrière-plan, Cambadélis, Mélenchon, Moscovici, Bartolone, Glavany ; au premier plan : Hamon, Dufour, Rocard, Domenach-Chich, Valls.

35 heures de travail hebdomadaire, salaire maximum dans les entreprises, retour à la retraite à 60 ans, création d'un pôle public financier pour reprendre le pouvoir sur les marchés financiers et réforme de la fiscalité pour taxer les détenteurs des richesses, mise en place d'un plan de transition écologique et maîtrise publique des énergies, débat national et référendum sur le nucléaire, convocation d'une constituante pour une VI^e République parlementaire, sociale et participative, volonté de s'affranchir du traité de Lisbonne, de remettre en cause le pacte pour l'euro, et de changer le statut de la Banque centrale européenne au service de l'investissement et de l'emploi, action de la France pour changer le cours de la mondialisation actuelle... (L'Humanité, 15 septembre 2012)

Le Front de gauche est basé sur une totale confiance dans l'État national bourgeois et dans le capitalisme. Avec un changement légal et pacifique de gouvernement (autour du Front de gauche), avec une bonne politique (rompre avec les exigences de « la finance » et avec la Commission de Bruxelles) et une modification de sa constitution (le retour aux 3^e et 4^e Républiques, plus parlementaires mais pas moins ennemies de la classe ouvrière), le capitalisme français échapperait aux crises économiques et satisferait les besoins du « peuple ».

Les promesses électorales des réformistes, comme celle sur le salaire minimum, sont du vent. Soit elles sont contournées par la classe capitaliste, soit les chefs réformistes y renoncent au nom du réalisme et de la menace de la réaction. Par exemple, toutes les conquêtes sociales de la grève générale de 1936 (revendications d'ailleurs absentes du programme du Front populaire)



2014, Mélenchon avec Tsipras, chef de Syriza et futur premier ministre de la Grèce en coalition avec le parti fascisant Anel / photo Thibault Camus

ont été annulées en 1938 par le gouvernement du Parti radical. Seul un gouvernement ouvrier appuyé sur le peuple en armes peut prendre des mesures réelles contre les exploiteurs.

Mélenchon arrive, avec 11,10 % de voix, derrière le FN (aujourd'hui RN). Imbu de son éloquence il prétend battre le FN aux législatives de 2012 dans le Pas-de-Calais, mais il échoue, restant derrière le FN et le PS.

Une deuxième campagne au populisme sans frein

En 2017, il se lance pour une 2^e candidature présidentielle en dehors de tout cadre de parti existant, en fondant autour de sa personne le « mouvement » LFI. Sa structuration et son fonctionnement sont l'exact opposé de la démocratie ouvrière, et laissent les mains libres à son caudillo et aux adjoints qu'il choisit.

Il s'impose au PCF. Sa candidature est aussi ralliée par Ensemble (un fourre-tout qui rassemble la FASE, la GA, les GU qui ne sont pas partis au PCF, etc.), le POI (une organisation sociale-patriote issue de la décomposition politique de l'ex-OCI), la GR, Révolution et Militant (trois groupes « trotskystes » très parlementaristes).

Mélenchon innove avec des hologrammes qui permettent de tenir des faux et vrais meetings simultanés, pour « *expérimenter un renouveau de la politique* ». Mais la technique cache mal la régression idéologique. En 2012, le Front de gauche mélangeait drapeaux rouges et drapeaux tricolores. En 2017, LFI interdit les drapeaux rouges. *La Marseillaise* devient le seul hymne qui abreuve ses sillons.

Son programme, *L'Avenir en commun*, est axé sur la sortie des traités européens, la construction d'une sixième république, et drague les écologistes en voulant répondre au changement climatique dans le cadre du capitalisme. Tout au long des 113 pages, l'absence des mots « classe ouvrière », « bourgeoisie » en dit long sur la négation de la lutte des classes. À la place, Mélenchon y substitue un « peuple » qui ferait face à une



2018, Mélenchon avec Pablo Iglesias, chef de Podemos et futur vice-président du gouvernement POSOE-IU (PCE)-Podemos.

« caste de privilégiés » (*L'Avenir en commun*, p. 17), selon un schéma populiste proche du FN-RN. De même, il dénonce le système actuel comme celui de « l'argent-roi », en prise avec « la finance » (p. 31), afin de ne pas froisser les bons capitalistes (industriels et français) qui seraient victimes des impérialismes allemand ou états-uniens. Selon LFI et le PCF, la France n'est pas impérialiste. La bourgeoisie française peut donc dormir sur ces deux oreilles, d'autant que LFI lui promet de recruter 2 000 policiers de plus.

Mélenchon croit, des heures après les premiers résultats, qu'il sera au second tour. Son score atteint 19,53 %, soit un presque doublement du nombre de voix par rapport à 2012, mais en 4^e position et toujours derrière le RN. Il devance le PS qui avec Benoit Hamon est réduit à 6,36 % des voix.

Aux législatives qui suivent, le chef de LFI choisit prudemment une circonscription plus favorable que Hénin-Beaumont, avec une prétention qui sonne comme l'aveu même de la nature réformiste de son projet.

Je ne veux pas affaiblir le PS, je veux le remplacer.
(Jean-Luc Mélenchon, *Déclaration de candidature à Marseille*, 11 mai 2017)

Entretiens, après l'assassinat de Samuel Paty, perpétré par Anzorov, il tombe dans les généralisations xénophobes, sinon racistes.

Moi, je pense qu'il y a un problème avec la communauté tchéchène en France. Il faut reprendre un par un tous les dossiers des Tchétchènes présents en France et tous ceux qui ont une activité sur les réseaux sociaux, comme c'était le cas de l'assassin ou d'autres, qui ont des activités de l'islamisme politique doivent être capturés et expulsés. (*L'CI*, 18 octobre 2020)

Mélenchon a manifesté en 2020 sa confiance, comme Le Pen, dans le truqueur Raoult ; il a soutenu en 2021, comme Le Pen, les protestations individualistes et obscurantistes des anti-passe et anti-vaccin.

La troisième campagne présidentielle d'un social-patriote vieillissant

L'usure guette, malgré le son immersif et les odeurs des meetings, car le candidat n'est crédité pour l'instant que de 9 %, soit la moitié de 2017.

Le programme n'a guère changé depuis 2017. Mélenchon, comme Le Pen, est devenu plus prudent envers l'Union européenne mais il reprend les termes utilisés en 2016 par Johnson (Parti conservateur) et par Farage (UKIP) pour le référendum de départ du Royaume-Uni de l'UE (Brexit qui avait été salué tant par le RN que par LFI).

Mon sujet, c'est d'abord de rétablir notre souveraineté. (Jean-Luc Mélenchon, « Entretien », *Le Monde*, 19 janvier)

En 2012, le Front de gauche affichait dans son programme un salaire minimum mensuel à 1 700 euros bruts (1 305 nets) ; dix ans après, alors que l'inflation fait rage, Mélenchon est modestement pour un smic à 1 400 euros nets (Hidalgo promet 1 446 euros nets, Roussel 1 500). La démocratie règnera grâce aux municipalités (déjà l'axe des opportunistes « possibilistes » contre le Parti ouvrier de Lafargue et Guesde) et aux référendums (chers à Louis Bonaparte et Charles de Gaulle). Les travailleurs étrangers seront incités à rester chez eux. Le « grand déménagement » serait miraculeusement corrigé par l'État protectionniste au moyen d'une « agence de relocalisation » (*L'Avenir en commun*, p. 33). Alors que les problèmes de l'environnement (et de la santé) sont mondiaux, l'État bourgeois national opérera miraculeusement la « bifurcation » de la « transition écologique ». Pour cela, il en finira avec l'énergie nucléaire (ce qui l'oppose au PCF) mais pas avec l'arme nucléaire (ce qui le rapproche du PS et du PCF).

L'arsenal atomique français reste une garantie pour la France. Il n'est pas question d'y renoncer. (Bastien Lachaud & Jean-Luc Mélenchon, *Le Monde*, 12 janvier)

Il suffit de quelques clics sur le site de LFI pour se rendre compte de la complète absence d'une rubrique dédiée à l'actualité internationale des luttes. Tout y est subordonné à l'activité électoraliste du mouvement.

Le complotisme affleure parfois.

Vous verrez que dans la dernière semaine de la campagne présidentielle, nous aurons un grave incident ou un meurtre. Ça a été Merah en 2012. Ça a été l'attentat la dernière semaine sur les Champs Élysées (en 2017). Vous vous rappelez de tout ça ? C'était la dernière semaine. Avant on avait eu papy Voise (en 2002) dont plus personne n'a jamais entendu parler après. Tout ça c'est écrit d'avance. (Jean-Luc Mélenchon, *France Inter*, 6 juin 2021)

La maladie se propage, alors ils inventent des vaccins à une, deux, trois, quatre doses ! (Jean-Luc Mélenchon, *Discours au meeting parfumé de Nantes*, 16 janvier)



Cela sent mauvais, malgré les parfums des meetings. Mélenchon trompe la classe ouvrière en diffusant l'idée que la France serait un pays soumis, dominé. Ce sont plutôt les millions de travailleurs en métropole et en outre-mer qui sont soumis au diktat des capitalistes, français et autres, et enchaînés à eux par la traîtrise de philistins de la LFI, du PS, du PCF et des bureaucraties syndicales.

Alors que le mouvement ouvrier est né de la séparation d'avec les bourgeois « démocrates », alors qu'il a écrit les plus belles pages de son histoire (la Commune de Paris, la Révolution russe...) par la destruction de l'État bourgeois national et par la fraternité des travailleurs par-delà les frontières, Mélenchon et sa LFI perpétuent la collaboration de classe, l'illusion dans l'État bourgeois, le nationalisme qui divisent les travailleurs, les paralysent et aident la réaction, de Macron à Zemmour, en passant par Pécresse et Le Pen.

21 janvier 2022



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville..... Pays.....

Adresse électronique@.....

Poutou, une nouvelle candidature de l'écolo-réformisme

D'ici 5 à 10 ans, les coordonnées auront complètement changé. Souvent, on pense à la LCR comme obstacle. Ils n'ont pas tort. Le NPA est un changement quantitatif et qualitatif. (Daniel Bensaid, Intervention au congrès de dissolution de la LCR, 5 février 2009)

Un « parti large » amaigri

En 2007, la LCR, l'organisation française issue des liquidateurs de la 4^e Internationale (Pablo, Mandel, Moreno, Hansen...), souhaite profiter de ses bons résultats aux présidentielles de 2002 et 2007 (Olivier Besancenot atteint 4,25 % puis 4,08 %) et de l'effondrement du PCF (respectivement 3,37 % et 1,93 %) pour occuper l'espace réformiste laissé par ce dernier.

S'enfonçant dans la crise et perdant sans cesse du terrain électoral et militant, le PCF se laisse de plus en plus satelliser par le PS. Cependant il existe encore dans ce parti une force militante que nous retrouvons à nos côtés dans certaines de nos luttes. (Principes fondateurs du Nouveau parti anticapitaliste, 8 février 2009)

Dans ce but, Bensaid, Krivine, Sabado et Besancenot sabordent la LCR et lancent le Nouveau parti anticapitaliste en 2009, en abandonnant les dernières références au communisme, y compris la faucille et le marteau. La nouvelle formation s'ouvre à l'anarchisme et à l'anti-mondialisme, aux tendances petite-bourgeoises du féminisme et de l'écologisme... Le NPA revendique alors 9 000 militants, contre 3 400 pour la LCR dissoute. Mais l'euphorie va vite s'estomper car, entretemps, le Front de gauche, fondé par le PCF et le PdG de Mélenchon, un transfuge chauvin du PS, aimante l'ex-LCR. Celle-ci et ses ancêtres avaient depuis 1949-1951 pour boussole non pas le prolétariat mondial, mais le PCF. À la différence de sa rivale plus terne, VO-LO, littéralement façonnée par le

PCF (alors hégémonique dans le mouvement ouvrier français) et la bureaucratie de la CGT, la JCR-LC-LCR, membre d'un courant réellement international, était aussi portée par les idéologies - changeantes - de la petite bourgeoisie mondiale.

La contradiction entre le projet du NPA et le succès inattendu du Front de gauche va déchirer les pablistes à plusieurs reprises, entraînant une partie dans le giron du FdG, dans Ensemble (GA et C&R) ou directement dans le PCF (GU). Lors de son congrès de 2018 le NPA ne compte plus que 1 400 membres, beaucoup moins que la LCR d'avant sa liquidation. La saignée n'est pas terminée : en 2021, l'une de ses tendances, le CCR-RP (une variante du même révisionnisme), quitte l'organisation sans divergence politique majeure mais sur un désaccord de casting du candidat à la présidentielle de 2022 [voir *Révolution communiste* n° 44].

Philippe Poutou qui avait déjà mené les deux campagnes précédentes a été désigné lors d'une conférence nationale les 26 et 27 juin 2021, sur la base de la plateforme de la direction sortante. Ancien ouvrier de l'usine Ford de Blanquefort, licencié lors de sa fermeture en 2019, il est passé par LO. Il en a été éjecté en 1997 par le chef Hardy avec plusieurs dizaines d'autres sous un prétexte (deux militants auraient osé coucher ensemble pendant une caravane d'été, ce qui était proscrit par Hardy). En fait, il s'agit de l'aile de LO qui avait pris au sérieux l'annonce par LO de fonder un parti révolutionnaire en 1995 (quand la candidate Laguiller dépassa 5 % des voix). Finalement exclus, ils formèrent VdT qui, faute de perspective, intégra en 2000 la LCR.

En 2012, le NPA mise sur cet ouvrier qui tranche avec les professionnels de la politique pour l'élection présidentielle. 5 ans plus tard, il remettra ça, avec un coup d'éclat lors du débat télévisé du premier tour durant lequel il attaque les largesses des candidats de LR et du RN avec les deniers publics.

L'année suivante, il se déclare « prêt à mener la bagarre aux côtés de l'État et des collectivités territoriales » pour empêcher la fermeture par le groupe Ford du site où il est responsable CGT (*Europe 1*, 15 octobre 2018).

En 2020, il est élu au conseil municipal de Bordeaux sur une liste d'alliance NPA-LFI-GJ, enthousiaste sur ses nouveaux compagnons de route.

Avec la France insoumise, nous avons tenté quelque chose à Bordeaux, nous sommes passés à l'action, et maintenant il faut voir comment construire à partir de ça. (La Tribune, 21 septembre 2020)



1972, la Ligue communiste, fondée par Bensaid, Krivine, Habel (qui soutient Mélenchon), Filoche et Weber (tous deux passés au PS), arbore la faucille et le marteau.

Un pied dans le réformisme

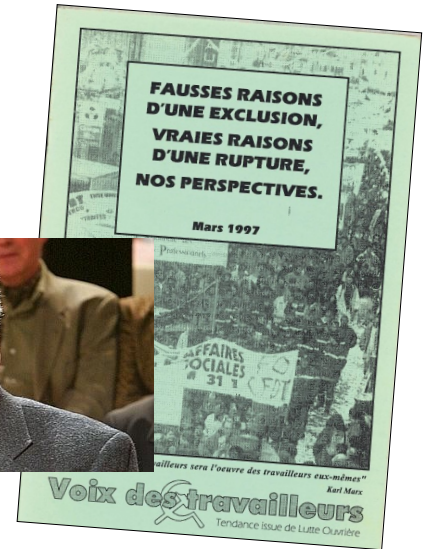
Sur le volet social, le NPA, comme le PCF, reprend diverses revendications ouvrières : SMIC à 1 800 euros net, augmentation des salaires, indexation de ceux-ci sur les prix, semaine de 28 heures, retraite à 60 ans, six semaines de congés payés, interdiction des licenciements... En revanche, pour imposer de telles mesures, le NPA ne mise pas sur le mouvement conscient de la classe ouvrière, encore moins sur la révolution socialiste et la dictature du prolétariat, mais sur les vieilles lunes réformistes de régulation du capitalisme.

De telles mesures ne sont pas une utopie, mais elles ne peuvent être financées que si l'on prend sur les profits. Pour les imposer il faudra construire des mobilisations, des luttes, comme celles qui ont permis d'obtenir la journée de 8 h ou les congés payés. (NPA, Travail : ne pas perdre sa vie à la gagner, 23 janvier 2022)

Le texte présenté lors de la conférence nationale « présidentielle 2022 » du NPA par la direction sortante est un condensé d'opportunisme. Reprenant au stalinisme et à l'antimondialisme, la critique d'un « néolibéralisme » qui serait le véritable ennemi en lieu et place du capitalisme dans son ensemble, il falsifie l'histoire en présentant la Commune de Paris comme « une assemblée constituante appuyée sur les mobilisations » et non comme la classe ouvrière exerçant le pouvoir.

C'est en général le sort des formations historiques entièrement nouvelles d'être prises à tort pour la réplique de formes plus anciennes, et même éteintes, de la vie sociale, avec lesquelles elles peuvent offrir une certaine ressemblance. Le véritable secret de la Commune, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des exploiters, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail. (Karl Marx, La Guerre civile en France, 30 mai 1871)

Le NPA, sous le vocable d'« écosocialisme », fait aussi des concessions à l'écologie réactionnaire, celle du repli national dissimulé en « circuits courts », celle de Pierre Rabhi en prêchant une « sobriété productive » et des « anti-nucléaires » bien ancrés dans le NPA puisque celui-ci proposait déjà en 2016 de compenser la fermeture des centrales nucléaires par « un maintien temporaire de la production thermique actuelle (gaz charbon) », s'alignant ainsi sur les partis bourgeois allemand Grünen, belge Écolo ou français EELV, et illustrant comment l'obscurantisme antiscientifique peut aggraver la crise climatique.



En 1997, Hardy (Robert Barcia, 1928-2009) expulse 10 % des membres de LO, dont Poutou.

L'autre pied dans la bureaucratie syndicale

Les trahisons des appareils syndicaux, aidant objectivement les gouvernements à faire passer toutes leurs attaques contre les travailleurs, en démoralisant les plus combattifs via des journées d'action, en négociant dans le secret avec le patronat ou sa représentation politique, ne sont jamais dénoncées. Pire, elles sont appuyées par Poutou et ses compères qui invitent avec enthousiasme à marcher au pas derrière les bureaucraties syndicales.

La journée de mobilisation publique-privée de ce jeudi 27 janvier est justement pour des augmentations de salaires, avec la défense des conditions de travail. Il n'y a rien de mieux que manifester et lutter ensemble, par la grève et dans la rue. Car pour changer la donne, c'est changer le climat social dans la société, c'est changer le rapport de force, c'est reconstruire un mouvement de contestation pour se faire craindre du pouvoir... Et pourtant, la seule issue pour nous, c'est bien un mouvement social profond et radical. Ça viendra quand ça pourra mais déjà c'est à préparer. Et jeudi sera une étape forcément. (Philippe Poutou, Facebook, 25 janvier 2022)

Il faut dire que le NPA et son clone Ensemble sont impliqués dans les appareils des SUD et de la FSU, voire de la CGT. La seule critique adressée aux directions syndicales qui concerne leur soutien à Macron lors de la crise des gilets jaunes [voir *Révolution communiste* n° 33] est présentée comme une simple insuffisance, sans jamais mentionner leur corruption par l'État bourgeois qui l'explique.

L'affrontement n'a jamais été construit à une hauteur suffisante par le mouvement syndical, mais des millions de salariéEs ont cherché à faire face à la dégradation de leur situation en se mobilisant. (NPA, Plateforme 2 à la conférence nationale « présidentielle 2022 », juin 2021)



Octobre 2018, Poutou rencontre le ministre Le Maire pour « sauver les emplois ». Un an plus tard, l'usine est fermée et 849 ouvriers sont licenciés.

Jamais les journées d'action, les négociations des attaques du gouvernement ou la cogestion des entreprises capitalistes des appareils syndicaux ne sont combattues ni même dénoncées par le NPA qui en est souvent partie prenante.

Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'État capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière. (Lev Trotsky, Les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste, août 1940)

Aux illusions dangereuses

Le programme de Poutou n'explique pas non plus comment il compte « exproprier les grandes entreprises et tout le système financier et mettre en place une planification » car pour lui, nul besoin d'un parti révolutionnaire, la multiplication des luttes isolées suffit, le « mouvement social » fera le reste.

Et pour cela, on n'a que la lutte ensemble, tous ensemble, déterminée. Mais on a aussi besoin de retrouver de la confiance en nous, dans notre camp social, parmi les forces militantes... on a à reconstruire le mouvement social. (Philippe Poutou, Notre meilleure chance de victoire reste dans l'hypothèse d'un mouvement social profond, 13 janvier 2022)

Mais le capitalisme ne se laissera ni exproprier ni taxer tant qu'il lui restera son État, sa police ou même la carte du fascisme pour s'y opposer. Là-dessus aussi le NPA fait silence et se contente d'en appeler à de brumeuses mobilisations.

C'est pourquoi un axe central de notre campagne sera de construire des fronts contre les thématiques réactionnaires et d'avancer la nécessité de lutter pied à pied contre l'extrême-droite en construisant les mobilisations unitaires les plus larges. (NPA, Déclaration adoptée par la conférence nationale, 27 juin 2021)

Concernant les corps de répression de la bourgeoisie, il n'est, pour le NPA, pas question de les dissoudre au profit



Mai 2020, la liste « Bordeaux en luttés » réunit LFI, NPA et des Gilets jaunes.

de l'armement du peuple mais de « désarmer » uniquement la « police en contact avec la population et la placer sous contrôle démocratique », seules la BRI et la BRAV sont appelées à être supprimées. Tel est le but de ces « révolutionnaires » en paroles, pacifistes en fait, laisser la classe ouvrière impuissante face au capital et son talon de fer.

L'ordre public assuré par une police située au-dessus du peuple et par un corps de fonctionnaires, fidèles serviteurs de la bourgeoisie, ainsi que par une armée permanente... : tel est l'idéal de la république parlementaire bourgeoise, qui s'attache à perpétuer la domination du capital. L'ordre public assuré par une milice populaire dont tout le monde — hommes et femmes — fera partie... ; des autorités non seulement élues et révocables à tout moment, mais recevant un salaire d'ouvrier, et non des traitements « princiers » ou bourgeois : tel est l'idéal de la classe ouvrière. (Vladimir Lénine, La Milice prolétarienne, 3 mai 1917)

Poutou et le NPA ont abandonné la perspective révolutionnaire et cherchent des raccourcis à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ils capitulent devant les bureaucraties syndicales et ils misent sur les mouvements identitaires ou intersectionnels petits-bourgeois ou des combinaisons fronts populistes. Ils rejettent les conséquences néfastes de leur propre politique sur les travailleurs eux-mêmes qui seraient emplis d'illusion et de fatalisme.

Alors au lieu de se morfondre sur les sondages qui promettent la défaite de la gauche, finalement notre meilleure chance de victoire reste dans l'hypothèse d'un mouvement social profond, d'une véritable colère contre le monde capitaliste, qui secoue les croyances et les fatalismes. (Philippe Poutou, Notre meilleure chance de victoire reste dans l'hypothèse d'un mouvement social profond, 13 janvier 2022)

27 janvier 2022

En finir avec la politique criminelle des États d'Europe envers les migrants

Ce projet a été soumis en décembre dernier par le bureau international du Collectif révolution permanente à la L5I et à plusieurs organisations européennes dont SF de Grande-Bretagne, l'OKDE Ergatiki Pali de Grèce, le PCdL d'Italie, le GCPOR de France, le groupe Révoltes de France...

Seul ce dernier a daigné répondre, pour expliquer que le projet était insuffisant, car il faudrait en préalable s'adresser aux candidats « de la gauche » à l'élection présidentielle. Cette lamentable lettre et le commentaire du CoReP sont disponibles dans la partie « Débats » du site du GMI.

La bourgeoisie décadente recherche des boucs émissaires

Les crises économiques mondiales à la fin du 20^e siècle et la réapparition du chômage de masse dans les centres impérialistes ont considérablement renforcé les tendances complotistes, nationalistes et racistes qui désignent d'une manière ou d'une autre l'étranger comme bouc émissaire, comme coupable de la détérioration de la situation (« virus chinois », « finance cosmopolite », « Europe », immigrés, musulmans...):

- Des partis « démocratiques » de la bourgeoisie : RP aux États-Unis, CP en Grande-Bretagne, CDU-CSU en Allemagne, LR en France, PiS en Pologne, FIDESZ-MPP en Hongrie, PP en Espagne, ÖVP en Autriche... sont devenus encore plus nationalistes et plus réactionnaires ;
- Des partis bourgeois xénophobes : Vox en Espagne, Lega en Italie, RN en France, Reform UK (ex-UKIP) au Royaume-Uni, FPÖ en Autriche, PVV aux Pays-Bas, AfD en Allemagne, NVA en Belgique... sont apparus sur leur droite ;

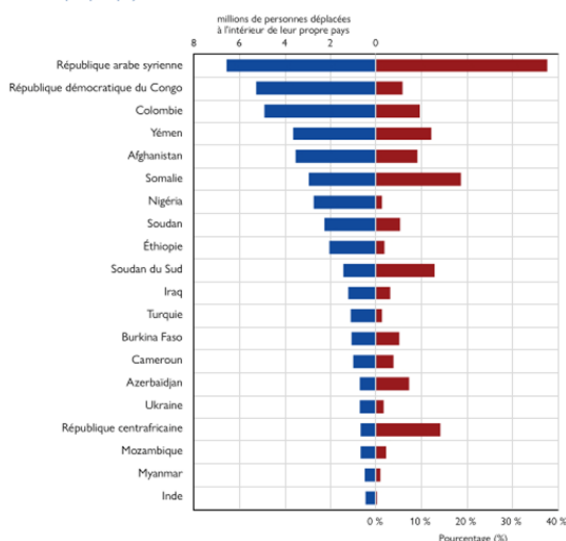
- Des groupes fascistes attaquent de nouveau les migrants, les minorités et les organisations ouvrières aux États-Unis et en Europe.

La campagne menée en 2016 pour la sortie du Royaume-Uni a été un exemple de cette démagogie répugnante. L'aile Boris Johnson du Parti conservateur et l'UKIP de Nigel Farage ont ciblé l'immigration issue d'Europe centrale et ont attribué à l'Union européenne la dévastation du système public de santé (opérée par les gouvernements britanniques précédents).

La plus grande partie des populations déplacées par la catastrophe écologique, la sécheresse, la guerre, la famine, la persécution, la misère vont dans d'autres régions de leur État ou dans un État voisin, lui-même sous-développé. Par exemple, la plupart des réfugiés rohingyas de Birmanie ont fui vers le Bangladesh, la plupart de déplacés de la RD du Congo sont à l'intérieur du pays, la majorité des réfugiés arabes et kurdes de Syrie sont en Syrie ou sont allés en Jordanie, au Liban ou en Turquie, la plupart des émigrés de la Colombie et du Venezuela se retrouvent en Amérique latine, de nombreux ressortissants d'Éthiopie passent actuellement en Érythrée et au Soudan.

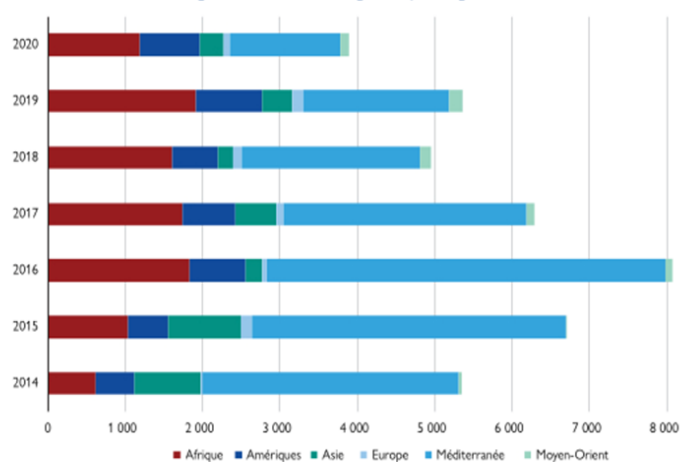
Une minorité tente de gagner les centres impérialistes, parfois pour rejoindre de la famille. Chaque mois, des réfugiés, victimes de guerres causées ou entretenues par les grandes puissances ou leurs alliés, et des travailleurs, paupérisés par la destruction de leurs moyens de subsistance traditionnels et le pillage de leurs ressources naturelles causés par le capitalisme mondial, meurent dans le désert au sud des États-Unis, dans la forêt d'Europe centrale, dans la mer des Antilles, dans

Figure 18. Vingt pays comptant le plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à cause d'un conflit ou de la violence à la fin de 2020



Organisation internationale pour les migrations (ONU)
La Migration et les migrants dans le monde, 1 décembre 2021

Figure 6. Décès de migrants par région, 2014-2020



la Manche, dans l'Atlantique au large des Canaries, et surtout en Méditerranée...

L'Union européenne et la Grande-Bretagne plétinent les principes démocratiques

Les capitaux circulent librement. Les grands capitalistes de toute nationalité qui se déplacent en yacht et en jet privé sont reçus partout à bras ouverts.

Par contre, la plupart des États, même ceux qui se réclament de la démocratie, restreignent les déplacements des étrangers quand ils sont pauvres. Ils les jettent dans des camps de rétention alors qu'ils n'ont commis aucune faute. Ils dressent des barbelés et des murs. D'autres États utilisent les migrants comme moyen de pression pour lever des sanctions (Biélorussie), pour contrôler un territoire (Maroc) ou obtenir de l'argent (Turquie). Aux multiples armées, polices et douanes nationales, l'Union européenne a ajouté en 2004 une force conçue spécialement pour refouler les migrants, Frontex. S'apprêtant à prendre la présidence de l'UE, Macron appelle à restreindre l'espace Schengen et à renforcer Frontex afin « *que l'Europe sache protéger ses frontières* » pour mieux en interdire l'accès aux migrants. Actuellement, le Royaume-Uni et la France, qui se disputent les zones de pêche, laissent mourir les êtres humains qui veulent franchir la Manche. Macron envoie la police détruire les camps des migrants tandis que Johnson fait adopter la loi « *nationalité et frontières* », encore plus restrictive, (*Nationality and Borders Bill*, 13 décembre). Le 24 novembre, des migrants ont utilisé leurs téléphones pour appeler à l'aide alors que leur canot pneumatique était en train de couler... Dans une vidéo rendue publique le 29 novembre, l'un des deux survivants, Mohammed Shekha Ahmad, originaire du Kurdistan irakien, explique : « *Nous avons appelé la police française, nous avons envoyé notre localisation. Ils nous ont dit : vous êtes dans les eaux anglaises, appelez les Anglais. Nous avons appelé les Britanniques, ils nous ont dit d'appeler les Fran-*

çais » (*Independent*, 29 novembre). En vain. 27 personnes sont mortes.

Le gouvernement français de Macron-Castex accuse alors les passeurs tandis que le gouvernement de Johnson reproche à l'État français de ne pas empêcher les départs de la côte française. En fait, ce sont les « *politiques migratoires* » et le durcissement des contrôles étatiques qui créent le métier de passeur et qui rendent le franchissement des frontières toujours plus risqué.

Que l'on soit né ici ou ailleurs, une seule classe ouvrière !

Face à la répression étatique grandissante qui n'empêche pas les migrations mais divise et affaiblit dans chaque pays la classe ouvrière, la responsabilité des partis d'origine ouvrière et des syndicats de salariés est de lutter pour l'unité du prolétariat, natifs ou immigrés, avec ou sans papiers, quelle que soit les croyances.

- Des titres de séjour pour tous les réfugiés, travailleurs étrangers et étudiants séjournant durablement dans un pays !
- Mêmes droits pour tous les travailleurs résidant dans un pays !
- Fermeture immédiate de tous les centres de rétention d'étrangers
- Liberté pour les exilés, pour les travailleurs, pour les étudiants de circuler et de s'établir où ils le désirent !

Ces revendications ne peuvent être satisfaites que par des gouvernements des travailleurs, seuls capables de renverser le capitalisme, de confier l'économie aux producteurs, d'édifier les États-Unis socialistes d'Europe comme un pas vers le socialisme mondial.

15 décembre 2021

Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)



Kazakhstan : la révolte des travailleurs



rière prolétarienne affirmée et si elles ont reflué.

La bourgeoisie du Kazakhstan

Le Kazakhstan qui est frontalier de la Chine et de la Russie a le potentiel de faire basculer les équilibres régionaux et d'aggraver les contradictions entre les impérialistes grâce à cette importance géostratégique. Jusqu'à présent, les gouvernements de Nazarbaïev (1992-2009) et de Tokaïev (2009-...) avaient refusé de choisir entre les États-Unis, la Chine et la Rus-

sie.

Le Kazakhstan compte parmi les pays les plus importants de l'Asie centrale d'un point de vue économique et géostratégique. Sa superficie le place au 9^e rang mondial. Il possède des réserves de gaz naturel, de pétrole, de charbon, d'uranium (le premier producteur du monde), de fer, de manganèse, de chrome, de potassium... Y passent de nombreux oléoducs de pétrole et de gaz naturel. Il héberge les principales plateformes de cryptomonnaies.

L'ancien bureaucrate stalinien Nazarbaïev qui a dirigé la restauration du capitalisme au Kazakhstan, qui a été chef d'État de 1991 jusqu'en 2019, a démissionné en 2019 pour prendre le rôle de président du Conseil de sécurité du pays, est l'exemple-type de l'oligarchie qui, depuis 30 ans, s'est enrichie grâce à l'énergie et aux minerais.

Les anciens bureaucrates de l'URSS se sont transformés en classe capitaliste suite à la restauration capitaliste. Ils ont préservé les appareils répressifs des anciens régimes bureaucratiques staliniens tout en engageant un processus rapide de restauration du capitalisme et ont déclaré la guerre contre tous les acquis et les droits sociaux, payant ainsi la voie au chômage, à la pauvreté et au fossé entre les classes.

Alors que le salaire moyen est de 570 dollars et alors que de nombreux travailleurs touchent le salaire minimum de 97 dollars, il est de notoriété publique que la famille Nazarbaïev possède une fortune nette d'un milliard de dollars et qu'elle détient des propriétés de luxe d'une valeur de 107 millions de dollars à Londres.

Le prolétariat, la paysannerie, les travailleurs du secteur informel ont subi la crise économique de 2008 et celle de 2020 et ont payé un lourd tribut à la pandémie de covid. Le chômage et l'inflation ont provoqué d'importants souffrances dans la classe ouvrière. Parallèlement à cette dégradation, les droits démocratiques ont été minés de fa-

Les classes luttent entre elles et l'histoire continue

En 1992, avec la restauration du capitalisme en URSS par la bureaucratie stalinienne, la bourgeoisie a crié victoire à l'échelle mondiale. Elle a déclaré, tel un disque rayé, que la fin de l'histoire était arrivée, que la classe ouvrière était morte, que la lutte des classes appartenait au passé et que de toute manière la révolution n'était qu'un accident pour l'humanité et que la seule et unique civilisation que l'humanité connaîtrait serait le capitalisme. Dans les pays capitalistes, les partis traditionnels de la classe ouvrière (d'origine travailliste, sociale-démocrate ou stalinienne) ont abandonné toute référence au socialisme et leurs satellites centristes sont devenus plus opportunistes.

La pratique a détruit ces aphorismes. La restauration du capitalisme n'a guère profité aux peuples d'Europe centrale, de Russie, de Chine, du Vietnam... ni à ceux d'Asie centrale. Les crises économiques n'ont pas disparu, au contraire, et elles ont même pris une dimension mondiale en 2008 et en 2020. Les conflits armés n'ont pas cessé, tantôt sous forme de guerre civile, tantôt sous forme d'intervention de forces étrangères, tantôt mêlant les deux. Les puissances impérialistes se disputent le monde, les puissances régionales se disputent un continent ou un sous-continent. La destruction de l'environnement, qui a déjà produit l'assèchement de la mer d'Aral, s'approfondit.

Et la classe ouvrière, les femmes travailleuses, les autres classes exploitées, les nationalités opprimées, les étudiants n'ont pas cessé de résister et de combattre. Ces dernières années, il y a même eu des luttes de masse en Algérie, au Soudan, à Hongkong, en Équateur, en Colombie, en Iran, en Biélorussie, aux États-Unis, en Birmanie, à Cuba... Même si elles n'ont pas pris de carac-



3 janvier, manifestation à Janaozen

con méthodique par l'État bourgeois. En 2006, une dizaine d'organisations islamistes et le PKK nationaliste kurde ont été interdits. En 2015, les grèves ont été interdites, les syndicats et les partis ouvriers ont été dissous. Il subsiste sept partis politiques qui, tous, soutiennent le pouvoir en place. Des associations soutenues par des pays impérialistes occidentaux, misent sur l'hostilité envers la Chine et la Russie.

Au début des années 2000, a eu lieu l'importante grève des mineurs et des ouvriers du secteur pétrolier. Dans ces grèves, les aspects sociaux et politiques étaient prépondérants par rapport aux revendications économiques. La revendication centrale consistait en l'expropriation des entreprises du secteur pétrolier. Et les groupes communistes ou « de gauche » n'ont eu aucune influence sur ces grèves. Lorsque les mineurs se sont mis en grève en 2011, la bourgeoisie du Kazakhstan a riposté avec la terreur d'État et a fait tirer sur les ouvriers lors des manifestations à Janaozen (à l'ouest). Des dizaines d'ouvriers ont perdu la vie, des centaines ont été blessés. Mais des travailleurs ont tiré les leçons et se sont probablement organisés secrètement.

Un soulèvement d'origine prolétarienne

Début janvier 2022, la révolte des classes laborieuses du Kazakhstan a fait trembler l'État bourgeois jusqu'à ses fondations. Le pouvoir kazakhstanaï, avec l'appui des gouvernements impérialistes voisins de Russie et de Chine, a soutenu que le mouvement était fomenté de l'extérieur, soit par le gouvernement impérialiste le plus puissant, celui des États-Unis, soit par les islamistes en lien avec l'Afghanistan ou la Syrie.

Pourtant, ce soulèvement a un caractère social et de classe. Il se produit sur fond d'incessantes luttes de la classe ouvrière contre les destructions causées par la restauration du capitalisme depuis 1992, contre la dépendance économique du pays, contre l'accaparement des richesses par une bourgeoisie compradore (« oligarques ») issue de l'ancienne bureaucratie stalinienne, contre les restrictions aux libertés démocratiques et le despotisme du régime.

Le sujet à l'origine de la crise politique n'est autre que la classe ouvrière. Le 2 janvier, les ouvriers du secteur pé-

trolier de Janaozen descendent dans la rue et bloquent les routes contre l'augmentation du prix du gaz naturel qui sert de carburant et aussi de chauffage (depuis 2019, le gouvernement libère les prix). Le 3, les manifestants de Janaozen demandent aussi l'élection des responsables locaux (qui sont désignés par le gouvernement).

La protestation s'est étendue à tout le pays les 3 et 4 janvier : Aqtaw, la capitale Noursoultan, la plus grande ville Almaty (ancienne Alma-Ata), Chymkent, Mangustaou... Tous les sites pétroliers et gaziers, les mines de charbon et de cuivre ont été touchés. Le 4 janvier, les travailleurs de l'entreprise pétrolière Tengizchevroil, la plus grande du pays, dont les capitaux appartiennent à 75 % à des entreprises américaines se sont mis en grève. La particularité de cette entreprise est qu'il était prévu de mettre fin à l'emploi de 40 000 ouvriers dans une succession de plans de licenciements. Des comités ouvriers ont exigé la stabilisation du prix de l'énergie et de l'alimentation, une augmentation des salaires de 100 %, une amélioration des conditions de travail et la liberté syndicale.

Des chômeurs, des employés ont participé en nombre aux manifestations. Les slogans étaient le plus souvent en kazakh, la principale langue du pays (de la famille turque) avec le russe. Celui qui était repris dans toutes les manifestations était « *Sahl, ket!* » (« Tire-toi, le vieux ! »), qui s'adressait au système mis en place par Nazarbaïev et continué par Tokaïev. Les revendications étaient très diverses suivant les lieux : un meilleur salaire, un âge de départ à la retraite plus précoce, le droit de constituer des syndicats et de faire grève, la démission du Président de la République et de tous les responsables liés à Nazarbaïev, la restauration de la Constitution de 1993, la liberté de créer des partis (le parti au pouvoir est Nour Otan, la loi électorale empêche la plupart des autres de participer aux scrutins), la libération de tous les prisonniers politiques ainsi que l'arrêt de toute répression.

Le lumpen a profité des troubles pour piller. Il est probable que les islamistes se sont mêlés aux manifestations (le gouvernement a parlé de deux policiers décapités : si c'est vrai, ce qui n'est pas sûr, c'est la preuve de l'implication de ces organisations contre-révolutionnaires).

La répression sanglante menée par Tokaïev

Le gouvernement kazakh a coupé l'accès à internet dans le pays, arrêté les journalistes et ordonné aux forces de l'ordre de faire feu sans sommation sur les travailleurs.

À la lutte et aux revendications des classes laborieuses, les oligarques du Kazakhstan ont répondu par une redoutable terreur étatique. Les travailleurs, eux, ont su y répondre en constituant leurs propres organisations d'autodéfense. Ils se sont armés en pillant les armureries commerciales, et au sein de la police et de l'armée certaines sections ont refusé de tirer sur les manifestants ou bien ont rejoint leurs rangs.

Les groupes capitalistes américains qui exploitent les travailleurs du pays ont appelé à maintenir l'ordre. Le gouvernement chinois a approuvé la répression. Le chef de l'État biélorusse Loukachenko a appelé les travailleurs du Kazakhstan à s'agenouiller devant l'armée et à demander pardon.

Tokaïev a fait appel à l'aide militaire de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) qui a été mise en place sous la direction de la Russie et qui comprend l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan contre la pression militaire des États-Unis (et l'influence grandissante de la Chine). Le 6 janvier, la Russie, l'Arménie et la Biélorussie ont envoyé des troupes pour sauver le régime. Même si l'armée russe n'a pas réprimé, elle a contribué au retour à l'ordre bourgeois et consolidé pour un temps le régime.

La principale raison de l'intervention de l'OTSC très rapide pour écraser cette révolte est la crainte, éprouvée par Poutine et les gouvernements voisins, d'une éventuelle contagion de la révolte dans leur propre pays et la conscience que la radicalité ouvrière qui est apparue possède le potentiel d'ouvrir la voie aux révolutions d'octobre du XXI^e siècle. Un autre motif est de contrer l'influence des États-Unis, de la Chine et de la Turquie.

Tokaïev a rendu responsable le clan de Nazarbaïev (81 ans), a changé de gouvernement le 5 janvier, a remplacé celui-ci au Conseil de sécurité et a chassé plusieurs ministres ou responsables qui étaient liés au vieux politicien. Il en a même arrêté certains, comme il a rétabli internet et a annulé l'augmentation du prix du gaz. Le gouvernement n'a produit aucune preuve d'une intervention étrangère. 225 personnes ont été tuées, 12 000 ont été arrêtées (International Crisis Group, 14 janvier).

Les tâches révolutionnaires du prolétariat

Depuis plus de 20 ans, la classe ouvrière du Kazakhstan (particulièrement les mineurs et les ouvriers du secteur pétrolier) a accumulé d'importantes expériences de lutte. Elle a transformé en tradition ses expériences d'auto-organisation. Et aujourd'hui aussi, elle a démontré au monde entier qu'elle était en mesure d'organiser la grève générale grâce aux collectifs ouvriers et de paralyser le capitalisme du Kazakhstan, ainsi que sa capacité à organiser son auto-défense face à la terreur d'État.

Cependant, elle n'a pas pu prendre le pouvoir et a été écrasée une nouvelle fois, avec l'aide de l'impérialisme russe, l'approbation de l'impérialisme chinois, le soulagement de l'impérialisme américain.

Il s'agit de la question de la direction révolutionnaire de la classe, de celle du programme révolutionnaire. La classe ouvrière du Kazakhstan est parvenue à déstabiliser l'État bourgeois, mais elle n'a pas été capable de prendre la tête de tous les exploités et de tous les opprimés pour instaurer son pouvoir, elle n'a pas eu le temps

de s'adresser aux conscrits des troupes de l'OTSC et aux peuples voisins pour empêcher toute immixtion contré-révolutionnaire.

Dans l'époque du pourrissement du capitalisme, la bourgeoisie est incapable de répondre aux revendications les plus démocratiques mais ne voit pas de problème à inviter les armées d'autres pays pour les étouffer. Par conséquent, même la question de la mise en place des revendications les plus démocratiques de la classe ouvrière trouve sa solution dans la révolution prolétarienne. Mais il lui faut déjouer les pièges de la bourgeoisie « démocratique » ou islamo-fasciste.

La seule force qui doit déterminer l'avenir du pays et de l'Asie centrale est la classe ouvrière. Il lui faut un parti révolutionnaire et de masse, qui ne peut être construit que sur la base du marxisme et en lien avec l'avant-garde de la région et du monde entier.

- Dissolution de toutes les forces de répression de l'oligarchie de Tokaïev ! Milices ouvrières et populaires pour les remplacer ! Toutes les troupes étrangères, hors du Kazakhstan !
- Liberté pour tous les prisonniers politiques ! Droit de grève, droit de s'exprimer, droit de manifester, droit à constituer un syndicat ou un parti politique, tous les droits démocratiques doivent être assurés !
- Échelle mobile des salaires ! Réduction du temps de travail jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs sans réduction de salaire !
- Confiscation des usines, de toutes les mines et de toutes les ressources naturelles, des banques, des services de communication sous contrôle ouvrier ! Expropriation de toute la grande bourgeoisie, nationale et étrangère !
- Égalité des femmes ! Criminalisation des violences domestiques envers les femmes !
- Constitution de conseils de travailleurs urbains, de conscrits, de paysans travailleurs, d'étudiants dans les lieux de travail, dans les écoles, les quartiers, l'armée, dans les villages, dans tout le pays !
- Gouvernement ouvrier et paysan ! Fédération soviétique de l'Asie centrale !
- Construction du parti révolutionnaire de la classe ouvrière par les noyaux communistes existant autour du programme marxiste !
- Solidarité internationale avec les travailleurs du Kazakhstan de toutes les organisations ouvrières à commencer par celles des pays de l'Organisation du traité de sécurité collective !

27 janvier 2022

Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)

ABC du marxisme : réformisme

Le réformisme est une duperie.

*Les marxistes, à la différence des anarchistes, reconnaissent la lutte pour les réformes, c'est-à-dire pour l'amélioration de la situation des travailleurs. Mais, en même temps, les marxistes mènent la lutte la plus énergique contre les réformistes, qui limitent aux réformes les aspirations et l'activité de la classe ouvrière. Le réformisme est une duperie de bourgeois à destination des travailleurs. (Lénine, *Marxisme et réformisme*, 12 septembre 1913)*

Les communistes révolutionnaires ont toujours lutté pour des réformes économiques (l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail, la gratuité des soins...) et politiques (le droit de vote pour tous, les libertés démocratiques, l'égalité des hommes et des femmes, les droits des peuples opprimés...), sachant qu'elles sont arrachées par la lutte des exploités et des opprimés ou concédées par la classe dominante pour éviter de tout perdre.

*Les réformes sont des résultats secondaires de la lutte de classe révolutionnaire. (Lénine, *Un tournant dans la politique mondiale*, 31 janvier 1917)*

Le réformisme se présente comme la seule méthode réaliste pour le progrès, opposée à la révolution qui serait irréaliste, voire néfaste. Il reposerait sur des améliorations successives (les réformes), favorables aux travailleurs, au peuple, à la nation, débouchant éventuellement dans un avenir (lointain, très lointain) sur un obscur « dépassement » du capitalisme.

*Quel est notre but final ? Voulons-nous remplacer le capitalisme par le socialisme, par le communisme ou par l'anarchie proudhonienne ? Ou bien voulons-nous tout simplement rajeunir le capitalisme en le réformant et en le modernisant ? Quand je veux me déplacer pour une ou deux stations seulement, je dois savoir où va le train. (Trotsky, *Du plan de la CGT à la conquête du pouvoir*, 19 mars 1935)*

En réalité, le prétendu réformisme est l'idéologie des exploités politiques du prolétariat et des bureaucrates syndicaux corrompus. Il camoufle la trahison d'appareils issus de la classe ouvrière (coopératives, mutuelles, syndicats, partis...) qui ont été intégrés au capitalisme grâce à l'action consciente de l'État bourgeois.

Soit la bourgeoisie a d'emblée influencé et façonné des agents au sein du mouvement ouvrier, comme LFI (2016) et la direction de FO (1949) en France, le PT (1980) au Brésil, la direction de Solidarnosc (1980) en Pologne, le LP (1891-1901) en Grande-Bretagne...

Le Parti travailliste est-il véritablement un parti politique ouvrier ? Cela ne dépend pas seulement de la question de savoir s'il est composé d'ouvriers, mais également quels sont ceux qui le dirigent et quel est le caractère de son action et de sa tactique politique.

*De ce point de vue, le seul juste, le LP est un parti foncièrement bourgeois, car il est dirigé par des réactionnaires, par les pires réactionnaires, qui agissent tout à fait dans l'esprit de la bourgeoisie ; c'est une organisation de la bourgeoisie, organisation qui n'existe que pour duper systématiquement les ouvriers. (Lénine, *Discours sur l'affiliation des communistes au LP de Grande-Bretagne*, 6 août 1920)*

Soit la bourgeoisie a réussi à capter les appareils d'organisations antérieurement révolutionnaires.

*On a vu murir toute une couche de parlementaires, de journalistes, de permanents du mouvement ouvrier, d'employés privilégiés et de certains contingents du prolétariat, couche qui s'est intégrée à sa bourgeoisie nationale et que celle-ci a su apprécier et adapter à ses vues. (Lénine, *La Faillite de la 2^e Internationale*, juin 1915)*

En France, la direction de la CGT, fondée sur la base du syndicalisme révolutionnaire, entra en 1914 dans le gouvernement d'union sacrée ; en Allemagne, le SPD, officiellement marxiste, vota les crédits de guerre en 1914. En 1919, le gouvernement SPD-USPD réprima la révolution allemande. Il ne s'agissait pas de réformes, mais d'une

trahison du prolétariat et du renforcement du principal instrument politique de la classe capitaliste, l'État bourgeois.

Plus tard, la bureaucratie privilégiée, incarnée par Staline, qui s'empara en 1924-1927 du pouvoir en URSS a transformé les partis communistes du monde en partis analogues, sociaux-patriotes, subordonnés à leur bourgeoisie, défenseurs de l'État bourgeois. D'où la création du Front populaire avec le PR par le PCF en 1935, l'appel aux fascistes du PCI de 1936, l'action décisive du PCE pour écraser la révolution à Barcelone en 1937, la participation du PCI au gouvernement monarchique en 1944, l'entrée du PCF dans le gouvernement formé par le général de Gaulle en 1944...

Depuis la restauration du capitalisme en Russie et en Chine par leur bureaucratie, la plupart des partis réformistes ne se sentent même plus obligés de faire référence au socialisme.

Il n'y a pas deux chemins (un de lutte de classe, un de collaboration de classe) pour aller au socialisme. Le réel programme des « réformistes » est bourgeois.

Pour ouvrir aux travailleurs la voie de la lutte de classes, de la révolution socialiste, il est indispensable de dénoncer et de combattre les partis sociaux-impérialistes et les appareils syndicaux corrompus, ce que se refusent à faire les centristes (LO, NPA, POID...).

*Il faut dire aux masses toute la vérité. Il faut dénoncer nommément les dirigeants traîtres des partis et des syndicats. (Trotsky, *Lettre au Groupe bolchevik-léniniste*, 21 novembre 1935)*

31 janvier 2022

